

**ÉVALUATION EX POST DU PROJET
STDF 336**

**Appui à l'amélioration du contrôle des maladies transfrontalières du bétail objet du Commerce
au Cameroun**

Final report

Soumis au
Secrétariat du STDF

Par
Sylvie COULON

30 Mars 2018

Contenu

Glossaire des abréviations et acronymes	3
Résumé	5
1. Introduction	6
1.1 Contexte	6
1.2 Objectifs de l'évaluation	8
2. Méthodologie	8
2.1 Critères et phases de l'évaluation	9
2.2 Limitations et défis	9
3. Principales constatations et analyses	10
3.1 Pertinence	10
3.2 Efficacité (« effectiveness »)	11-12
3.3 Rendement (« efficiency »)	12-13
3.4 Diffusion (outreach)	14
3.5 Incidences/impact	15
3.6 Durabilité (« sustainability »)	15
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	15-17
5. LEÇONS/ENSEIGNEMENTS	17-18
Annexes	
Annexe I - Termes de référence	19-21
Annexe II - Liste des documents reçus	22-25
Annexe III - Agenda de la visite sur place	26
Annexe IV - Questionnaire général	27-35
Annexe IV bis- Questionnaire version simplifiée	36-39
Annexe V - Analyse des questionnaires version générale	40-60
Annexe VI - Résumé des entretiens réalisés sur place	31-66

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AC	Autorité compétente
Accord SPS (SPSA)	Accord sur l'application des mesures SPS (SPS Agreement)
BD	Base de Données
BPF	Bonnes Pratiques de Fabrication
BPH	Bonnes Pratiques d'Hygiène
CE	Commission européenne
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale
CVO	Chef des Services Vétérinaires
CZCSV	Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire Vétérinaire
DAEPIA	Délégation d'Arrondissement de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
DDEPIA	Délégation Départementale de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
DREPIA	Délégation Régionale de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
DSCE	Document de la Stratégie de la Croissance et de l'Emploi
DSRP	Document de la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté
DSV	Direction des Services Vétérinaires
EM	Etats Membres
FA	Fièvre Aphteuse
STDF	Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et Agriculture
INS	Institut National de la Statistique
HACCP	Analyse des risques et des points critiques ou « Hazard Analysis Critical Control Point »
LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
MDN	Maladie de Newcastle
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MSEG	Mission Spéciale d'Eradication des Glossines
MTB	Maladies Transfrontalières du Bétail
MTF	Maladies Animales Transfrontières
OAV	Office Alimentaire et Vétérinaire
OIE	Organisation Mondiale de la Santé Animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONVC	Ordre National des Vétérinaires du Cameroun
PACE	Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties
PADAV	Projet d'Appui à l'Aviculture Villageoise
PADPR	Projet d'Appui au développement des Petits Ruminants

PARC	Panafricain Rinderpest Control
PC 15	Programme Conjoint 15
PDFP	Projet de Développement de la Filière Porcine
PP	Produits de la Pêche
PPA	Peste porcine Africaine
PPR	Peste des Petits Ruminants
PPX	Participants
PVS	Outil d'évaluation des Services vétérinaires
RDC	République Démocratique du Congo
SIG	Système d'Information Géographique
SV	Services Vétérinaires
TAD	« Transboundary Animal Diseases »
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
US	Etats Unis

Résumé

Ce rapport résume l'évaluation à postériori du projet STDF N°336 intitulé « Appui à l'amélioration du contrôle des maladies transfrontalières du bétail objet du Commerce au Cameroun » qui a eu lieu entre Juin 2012 et Juillet 2015. Les autorités compétentes du Cameroun et le niveau central plus précisément ont été le principal bénéficiaire de ce projet. Ce projet a été mis en œuvre par la FAO locale basée à Yaoundé en collaboration avec la FAO de Rome. L'évaluation du projet a été menée conformément aux « directives pour l'Evaluation des projets financés par le STDF » et a consisté en une analyse de rapports, des consultations de partenaires et bénéficiaires par le biais de questionnaires et d'une visite sur le terrain au Cameroun fin Janvier 2018. Les limites rencontrées ont principalement été liées à la période de réalisation de cette évaluation, en raison de la longue période entre les conclusions du projet (Juillet 2015) et son évaluation (Fin 2017).

L'objectif général du projet STDF 336 était de réduire l'impact des 4 maladies dans le secteur de l'élevage qui constituent un sérieux handicap pour le développement des productions animales dans le pays, à savoir : la fièvre aphteuse chez les bovins, la Peste des Petits Ruminants chez les caprins et ovins, la Peste porcine Africaine chez les porcs et la maladie de Newcastle chez les volailles en milieu traditionnel. Et son objectif spécifique était de rédiger des plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle des maladies animales transfrontalières applicables, prenant en compte des plans de surveillance et de contingence. La porosité de ses frontières et la faiblesse de ses systèmes de surveillance rendent les mouvements transfrontaliers du bétail difficilement contrôlables ; ce qui met en péril la santé des cheptels locaux de part et d'autre des frontières.

Au cours de ce projet, 12 ateliers de formation ont été organisés répartis dans différentes régions et avec des thématiques complémentaires visant à couvrir tous les objectifs, y compris des journées de rencontre avec des éleveurs pour la lutte contre les maladies. L'un des éléments de réussite de ce projet réside dans le choix idoine des consultants internationaux, nationaux, techniques et locaux, professionnels et expérimentés dans la gestion du projet. Ils ont tous été en mesure de dispenser des formations « sur mesure » bâties à partir des réels besoins du pays. C'est la réelle force de ce projet. Les formations de bonne qualité s'adressaient principalement aux services Centraux, aux laboratoires d'analyse mais insuffisamment aux Services régionaux et locaux ainsi qu'aux éleveurs et leurs représentants et/ou associations de producteurs. De plus ces ateliers d'information et de sensibilisation ont pris fin après l'arrêt du projet et la vulgarisation de ces outils auprès des acteurs de terrain a réellement fait défaut. La durée des ateliers relatifs aux normes SPS/OIE et à l'utilisation SIG a été jugée bien trop courte.

En matière de diffusion, les résultats de ce projet n'ont pas été diffusés à travers des articles/publications scientifiques à la communauté internationale, tout comme les manuels de procédure et les guides développés et qui auraient dû être largement diffusés. De plus à coté de cette diffusion grande échelle, il avait été prévu de former des formateurs en charge de diffuser et d'initier les agents des Services vétérinaires à ces manuels de procédures mais cela n'a pas été suivi non plus.

En général, le projet a été très pertinent et a atteint ses principaux objectifs, car il répondait au grand besoin de réduire l'impact des 4 maladies dans le secteur de l'élevage, de par son positionnement géographique et sa volonté politique et socioéconomique. Il se justifie pleinement car le Cameroun ne peut seul mener à bien cette éradication ou diminution de ces MTF, présentes de manière endémique, sans une prise de conscience de ces pays voisins où ces mêmes maladies font rage et où les flux commerciaux sont très intenses. De plus il s'inscrivait à un moment où l'OIE avait pointé du doigt dans son rapport en 2011 sur l'Analyse des écarts PVS de nombreuses faiblesses et déficiences en termes de protection sanitaire des cheptels et de santé publique vétérinaire et il y avait un besoin urgent d'améliorer la protection sanitaire des cheptels à travers l'élaboration et le financement de la mise œuvre des plans de lutte visant à éradiquer certaines de ces maladies.

Une des forces de ce projet c'est qu'il a été conçu et bâti de l'intérieur du début jusqu'à la fin par les Services de l'Etat et les acteurs locaux du pays, qui ont clairement identifié les problèmes et les solutions à envisager. L'état de lieux de ces 4 maladies ciblées a permis d'élaborer un plan stratégique national de lutte adapté à chaque maladie, avec la mise en place des protocoles de surveillance avec la collaboration des laboratoires de diagnostic vétérinaire. Malheureusement ces plans de lutte auraient dû être traduits en plans opérationnels après la fin de ce projet (PL) mais les recherches de nouveaux financements indispensables à cette activité sont arrivées assez tard et c'est un nouveau projet financé par la Banque mondiale intitulé « Projet de Développement de l'Elevage » qui va finaliser cette tâche à partir de 2018 soit plus de 3 ans après la fin du projet 336, ce qui limite d'autant l'impact en termes d'amélioration du contrôle des MTF, et aussi la difficulté d'avoir des indicateurs comme la prévalence et l'incidence de ces maladies tout au long de ces années. Il aurait été aussi pertinent de faire un état des lieux à mi-parcours pour voir les forces et faiblesses à ce moment afin de pouvoir y apporter des mesures correctives.

La FAO, saluée pour son expérience et professionnalisme dans la région devrait conduire des projets similaires pour les pays voisins, au Tchad et à la RCA, pays qui déversent tous les jours leurs animaux au Cameroun. En général le projet a été bien conçu dans son ensemble, sa mise en œuvre a été bien menée. Cependant, les autres actions de pérennisation des acquis restent à prévoir, notamment dans les formations, l'implication des acteurs des filières sur le terrain, la mise en place d'un mécanisme de suivi et de concertation des acteurs, et la complémentarité des autres projets et programmes intervenant dans ce secteur.

1. Introduction

1.1 Contexte

Le Cameroun, d'une superficie de 475.650 Km et avec une population estimée à 19.406.100¹ d'habitants, est un pays d'Afrique Centrale qui partage ses frontières avec 6 autres pays². Son agriculture y est un secteur clé de l'économie qui lui assure une autosuffisance alimentaire et en devises. Elle contribue pour 22.9% dans le produit intérieur brut (PIB) et représentait en 2013 environ 23% des exportations totales du pays. Le secteur agricole est le premier employeur avec 62% de la population active mais également, le premier pourvoyeur de devises avec 55% du total des exportations³. Les nuances climatiques et pédologiques variées du Nord au Sud engendrent un potentiel agricole riche et très diversifié. La gamme des produits cultivés s'étend des cultures vivrières aux cultures d'exportation (banane, ananas, cacao, café, huile de palme et coton). La conjoncture économique défavorable ces dernières années a amené le pays à diversifier ses productions agricoles en mettant un accent sur l'intensification des cultures vivrières et le développement des activités de transformation et de stockage. L'élevage procure des revenus à près de 30% de la population rurale.

En Afrique Centrale, le Cameroun compte parmi les grands pays d'élevage par l'importance de son cheptel et ses potentialités encore inexploitées. La richesse de sa base productive et la grande diversité agroécologique du pays font du sous-secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales, l'un des socles du développement rural au Cameroun. Le cheptel bovin est estimé à 5 805 297 têtes ; celui des ovins et des caprins à 2 952 624 et 6 298 059 têtes respectivement. Quant au cheptel porcin, il est estimé à 3 112 973 têtes. La production d'œufs de table et de lait est en constante augmentation, notamment ces trois dernières années. On est passé de 58 256 tonnes d'œufs en 2011 à 65 116 tonnes en 2013. Quant au lait, sa production a plus que doublé en deux ans passant de 109 419 tonnes en 2011 à 235 779 tonnes en 2013⁴. Le cheptel bovin, de type traditionnel et pratiqué majoritairement par des éleveurs nomades ou transhumants, est basé sur l'exploitation des parcours naturels avec peu ou pas d'intrants. L'élevage des petits ruminants représente une épargne facilement mobilisable pour les populations pauvres. La porciculture et l'aviculture à forte croissance ces dernières années procurent également des revenus à des populations rurales et périurbaines, avec un secteur traditionnel dominant.

En ce qui concerne la protection des cheptels, les services vétérinaires (SV) mènent depuis des décennies des campagnes de lutte contre plusieurs maladies les plus prioritaires à cause de leurs impacts sur les productions animales. Ces actions ont déjà permis d'éradiquer la peste bovine et de réduire l'impact d'autres maladies telles que la péripneumonie contagieuse bovine, le charbon symptomatique, l'anthrax... Malheureusement, les performances de croissance certes appréciables, ne permettent pas encore d'atteindre des niveaux de production pouvant soutenir des taux de croissance souhaités. En effet, les filières d'élevage font face à de nombreuses contraintes car d'autres pathologies gagnent du terrain, avec une forte répercussion sur la productivité des cheptels : l'élevage bovin est sérieusement handicapé par la fièvre aphteuse (FA) endémique dans toutes les régions ; la persistance et la progression de la peste porcine africaine (PPA) dans les zones du Sud vers la partie septentrionale reste le principal frein au développement de l'élevage porcin. La peste des petits ruminants (PPR) endémique constitue le principal facteur limitant de l'élevage des Petits Ruminants. L'impact de la maladie de Newcastle (MDN) reste un fléau pour l'élevage traditionnel de volailles.

En raison de sa situation géographique, ce pays est plus prédisposé aux risques de contamination des maladies animales transfrontières (MTF) dus aux importants mouvements de bétail, liés au commerce international des animaux vivants, à la transhumance internationale et à des zones d'insécurité entraînant des déplacements massifs d'éleveurs et d'animaux. La porosité des frontières et la faiblesse des systèmes de surveillance rendent les mouvements transfrontaliers du bétail difficilement contrôlables ; ce qui met en péril la santé des cheptels locaux de part et d'autre des frontières. Comme la FA, PPR, PPA et MDN sévissent de manière endémique dans certaines

1 Données de 2010

2 Le Tchad au Nord, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale au Sud, la République Centrafricaine à l'Est et le Nigeria à l'Ouest

3 INS 2011

4 Annuaire Statistique MINEPIA 2013.

régions du pays, leur incidence augmente de manière significative après la période de transhumance.

Le Cameroun veut devenir un grand pays exportateur des produits de l'élevage et a inscrit cette volonté dans un « Document de Stratégie de Croissance et de l'Emploi » (DSCE⁵) avec un objectif global de développement du commerce visant à "promouvoir le commerce dans des conditions de saine concurrence, et diversifier le commerce de biens et services à forte valeur ajoutée". Il y a donc la nécessité d'améliorer la qualité des produits qui sont livrés sur les marchés et réduire autant que possible les risques de diffusion des MTF d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre, par le biais du commerce des animaux et de leurs produits, d'où l'importance de mettre en place de programmes de lutte et de contrôle contre les maladies prévalant dans le pays. C'est dans ce contexte que le projet propose d'établir des plans stratégiques de lutte et de contrôle pour quatre maladies animales qui constituent un sérieux handicap pour le développement des productions animales dans le pays, à savoir : FA chez les bovins, PPR chez les caprins et ovins, PPA chez les porcs et MND chez les volailles en milieu traditionnel. Il envisage d'impliquer les exploitants afin d'assurer leur pérennisation.

Les objectifs du projet, ses objectifs, y compris ses activités, budget et réalisations sont résumés dans le tableau ci-dessous ou « log frame ».

STDF 336 : Appui à l'amélioration du contrôle des maladies transfrontalières du bétail objet du Commerce au Cameroun
Objectif général
L'objectif du projet était de réduire l'impact des MTF sur le secteur de l'élevage. Dans cette perspective, le projet a commencé en Juin 2012, a été mis en application par la FAO et s'est terminé en Juillet 2015 avec un budget total de \$US 572,083.
Objectifs spécifiques
A. Plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle des maladies animales transfrontalières applicables sont en place, prenant en compte des plans de surveillance et de contingence.
Activités
<p>1. Des plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle des maladies ciblées applicables prenant en compte les plans de surveillance et de contingence.</p> <p>1) Faire un état de lieux des maladies ciblées (FA, PPR, PPA et MND) en relation avec la filière de production concernée et mettre en place des protocoles de surveillance avec la collaboration des laboratoires de diagnostic vétérinaire,</p> <p>2) Elaborer pour chaque maladie ciblée (FA, PPR, PPA et MND) et filière de production concernée, un plan stratégique national de lutte et de contrôle en conformité avec les lois et règlements sanitaires,</p> <p>3) Organiser un atelier de restitution de validation des plans stratégiques de lutte et de contrôle élaborés.</p> <p>2. Des acteurs de secteur public et privé formés et capables d'appliquer les prescriptions officielles et commerciales dans le domaine SPS.</p> <p>4) Former les acteurs sur les normes internationales du commerce des animaux et de leurs produits.</p> <p>3. Des exploitants dotés des compétences renforcées, et organisés en association pour lutter contre les maladies animales.</p> <p>5) Former un noyau des leaders de groupements issus des 4 filières et le personnel de terrain sur les techniques de sensibilisation et d'organisation des éleveurs pour la lutte contre les maladies,</p> <p>6) Organiser des ateliers de sensibilisation des groupements d'éleveurs existants et de formation en développement organisationnel pour les groupements à mettre en place,</p> <p>4. Des SV renforcés en matière de surveillance et de gestion des maladies transfrontalières.</p> <p>7) Recycler le personnel sur les procédures de surveillance et d'enquêtes dans les élevages,</p> <p>8) Améliorer le système d'archivage et de gestion des données zoo-sanitaires,</p> <p>9) Equiper les SV avec des outils SIG,</p> <p>10) Former le personnel des SV sur l'utilisation des nouveaux équipements SIG.</p> <p>5. Des stratégies d'intervention harmonisées, maîtrisées et approuvées par tous les acteurs</p> <p>11) Organiser un atelier d'appui méthodologique à l'intention de l'équipe nationale du projet,</p> <p>12) Organiser un atelier national de lancement du projet.</p> <p>6. Quatre manuels de procédures d'inspection vétérinaires des produits de la pêche, des viandes d'animaux de boucherie et de volailles, et des œufs et aussi un guide de Bonnes Pratiques d'hygiène des produits de la Pêche.</p>

⁵ Document de vision 2035

Résultats attendus & Indicateurs de succès					
B. Plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle des maladies animales transfrontalières applicables sont en place, prenant en compte des plans de surveillance et de contingence.	C. Des acteurs formés et capables d'appliquer les prescriptions officielles et commerciales dans le domaine SPS.	D. Des exploitants dotés des compétences renforcées et organisés en association pour lutter contre les maladies animales.	E. Des SV renforcés en matière de surveillance et de gestion des maladies transfrontalières.	F. Des stratégies d'intervention harmonisées, maîtrisées et partagées par tous les acteurs.	G.

1.2 Objectif de l'évaluation

Le Secrétariat STDF a sélectionné Mme Sylvie COULON comme consultante pour l'évaluation à posteriori du projet STDF N° 336. Cette dernière travaille à la Commission européenne (CE) à Bruxelles à la DG Santé. Mme Coulon est indépendante de toutes les parties concernées et n'a pas de conflit d'intérêt qui pourrait affecter la conduite de ce projet d'évaluation.

Le projet d'évaluation a été conduit selon les « lignes directrices pour l'évaluation des projets financés par le Fond pour l'amélioration des normes et le Développement au commerce (STDF) ». En accord avec le plan de référence de ce projet d'évaluation (voir annexe I) les objectifs de cette évaluation étaient les suivants :

- Vérifier si le projet a atteint les objectifs du projet définis dans le document lui-même ;
- Identifier si le projet a atteint un niveau plus élevé en termes d'objectifs à savoir un effet mesurable /quantifiable au niveau de l'accès au marché, une amélioration du marché domestique et si possible au niveau régional de la situation sanitaire et d'une réduction de la pauvreté, lesquels sont définis dans le document annexé à la stratégie STDF 2015-2019 ;
- Identifier les principales leçons retenues pour les bénéficiaires et donateurs et pour le développement de programmes futurs STDF.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1 Critères et phases d'évaluation

L'évaluation du projet STDF 336 a examiné sa mise en application et ses résultats. Pour ce faire, il s'est fondé sur les critères clés que sont la pertinence, l'efficacité, le rendement (ou « efficacité »), la diffusion, l'impact et la durabilité, et enfin des leçons retenues/recommandations à émettre, selon les lignes directrices d'évaluation définies par le STDF.

L'évaluation a été conduite en 3 phases distinctes :

- a) Étude de la documentation relative au projet

La première phase de l'évaluation a consisté en une étude détaillée de la documentation fournie à la fois par le Secrétariat STDF et la FAO désignée pour mettre en œuvre ce projet. Il s'agissait de consulter toute l'information disponible fournie par le Secrétariat STDF à savoir : le formulaire d'application avec les détails du projet, des rapports d'activités et de compte rendus des ateliers conduits par les consultants internationaux, le coordonnateur national et technique et ceux aussi animés par les 4 consultants nationaux, le rapport final, les présentations power point disponibles, la requête du budget d'extension et tout autre matériel approprié utiles pour mener à bien cette évaluation. Après quelques rappels, la FAO a fourni toute la documentation inhérente à ce projet, ce qui a permis une étude approfondie de toutes les activités liées à ce projet. De nombreux échanges avec les collègues de la FAO, sous forme d'entretiens téléphoniques ou via Skype, de questionnaires et d'échanges électroniques ont permis d'obtenir le maximum d'informations et des clarifications relatives à la mise en œuvre de ce projet.

- b) Collecte des avis et impressions des bénéficiaires et des responsables du projet

La deuxième phase s'est concentrée sur la collecte d'opinions et d'impressions des bénéficiaires et partenaires de ce projet, et aussi des échanges de vues. Pour ce faire, en collaboration avec le Secrétariat STDF, un questionnaire a été préparé en tenant compte à la fois des critères d'évaluation et des objectifs assignés à ce projet. Ce questionnaire a été adressé aux bénéficiaires du projet via le coordonnateur national, et le Chef des Services

Vétérinaires (CVO), aux responsables du projet de la FAO, aux représentants des AC nationaux et régionaux et à un très grand nombre de participants aux ateliers dont leurs noms figuraient dans les rapports nationaux et/ou régionaux. Dans l'ensemble au moins 100 personnes bénéficiaires et partenaires ont été approchées et ont reçu le questionnaire par messagerie électronique. Et seulement, **15 questionnaires ont été reçus**, répartis comme suit : 13 reçus avant la visite et 2 pendant la visite. En raison de ce faible taux de retour, un questionnaire version simplifiée a été préparé et adressé de nouveau à tous les participants aux ateliers en ciblant chaque atelier où ils avaient participé.

En plus des questionnaires, une mission a eu lieu au Cameroun du 29 Janvier au 1^{er} Février 2018 afin de rencontrer et d'interviewer les principaux bénéficiaires impliqués dans ce projet, pour rassembler la documentation manquante et des demandes de clarifications.

c) Analyse des données recueillies et finalisation

Les résultats de l'étude des rapports, toutes les informations rassemblées lors de l'examen des questionnaires ainsi que les informations/explications collectées pendant la mission ont été analysés. Lors de la visite sur place, des personnes cibles ont pu être interviewées afin d'obtenir des clarifications, afin de mieux comprendre les raisons d'absence de progrès, et aussi des interviews ont eu lieu par téléphone en parallèle pour obtenir d'autres réponses aux questions ouvertes émanant des résultats de questionnaire. A partir des données obtenues (2 questionnaires/interviews/rencontres) un projet de rapport final a été préparé.

2.2 Limitations et défis

Les limites rencontrées résident principalement dans la période de réalisation de cette évaluation. En effet, la période qui s'est écoulée entre les conclusions du projet (2015) et le début de l'évaluation (Septembre 2017) a entraîné de nombreuses difficultés à contacter, à localiser et à retrouver tous les principaux bénéficiaires et partenaires ainsi que l'obtention d'information fiable et vérifiable. C'est ainsi que de nombreuses adresses électroniques identifiées dans les rapports n'ont pas pu atteindre les participants des ateliers car beaucoup étaient mal écrites, ou erronées ou encore obsolètes, soit en raison de changement d'activités professionnelles, soit de départ à la retraite, soit de manque d'intérêt. De plus, il est à signaler qu'en raison d'un très faible taux de réponses et en dépit de plusieurs rappels il a été décidé début Novembre 2017 de renvoyer un questionnaire simplifié (14 questions au lieu des 53) en accord avec le Secrétariat du STDF. Et là le taux de réponse n'est pas meilleur pour autant, malgré aussi de nombreux rappels : 5 réponses reçues (3 avant la mission et 2 pendant la visite). La FAO Rome a été sollicitée à de nombreuses reprises, tout comme le Coordonnateur national soit pour vérifier les adresses existantes soit pour fournir d'autres contacts.

Au final **21 questionnaires ont été reçus et analysés (15+6)**. Bien que le nombre de questionnaires retourné soit très faible, comparativement au très grand nombre de bénéficiaires ayant participé aux ateliers organisés et aux très nombreuses relances, les informations et impressions relevées dans ces questionnaires ont été d'assez bonne qualité, lesquelles ont pu refléter une assez bonne image de la pertinence, efficacité et du rendement de ce projet. Par contre, il est beaucoup plus difficile de tirer des enseignements relatifs à l'impact et à la durabilité du projet dû au nombre important d'absence de réponses. Il en est de même pour des questions transversales inhérentes à l'égalité des genres et à l'environnement car ces dernières n'ont pas été au préalable intégrées dans le projet initial. Aucun enseignement ne peut être tiré en termes d'impact sur l'environnement. L'ensemble des réponses a été riche d'information et exploitable pour les 4 critères : pertinence, efficacité, rendement et diffusion, comme en témoigne l'annexe IV.

Lors de la visite, il a été possible de rencontrer la plupart des personnes clés et responsables impliquées dans ce projet, sauf les principales associations d'éleveurs et responsables de laboratoire qui étaient basées au Nord du pays, cela est en partie due à une préparation de la mission sur place un peu chaotique. La persévérance de la consultante a permis cependant d'optimiser les rencontres, bien qu'elle eût fait valider son programme de visite par la FAO locale et informé la FAO locale et toutes les autorités du Minepia plusieurs semaines avant sa visite.

Ainsi pour compenser ces limites, beaucoup d'attention a été accordée à tous les rapports d'activités, rapports des ateliers, les évaluations/restitutions des participants, et les rencontres faites sur place et aussi l'examen approfondi de la documentation de référence a également contribué à compenser les biais possibles contenus dans les informations reçues.

3. Principales constatations et analyses

3.1 Pertinence

Le projet a été très pertinent à la fois en termes de positionnement géographique, stratégique et socioéconomique ; (volonté de devenir un grand pays exportateur des produits de l'élevage, réduire les risques de diffusion des MTF d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre, promouvoir et diversifier le commerce de biens à forte valeur ajoutée) mais aussi géopolitique (sécurité des populations animales locales et régionales, sensibilisation de tous les acteurs de la chaîne animale, stabilité des populations, réduction de la pauvreté, paix sociale...et cela est aggravé par les événements continuant d'opérer au Nigéria, pays voisin frontalier qui peuvent entraîner des mouvements de population et d'animaux au statut sanitaire méconnu).

Il a été d'autant plus pertinent car il se justifie pleinement par la présence d'une manière endémique de ces quatre maladies ré émergentes dans le pays d'autant que le Cameroun ne peut seul mener à bien cette éradication ou diminution de ces MTF sans une prise de conscience de ces pays voisins où ces mêmes MTF font ravage et qui déversent de façon contrôlée ou pas des animaux au statut sanitaire souvent inconnu et qui peuvent être responsables de bombes de diffusion de ces maladies animales.

De plus une des forces de ce projet MTF c'est qu'il a été conçu et bâti de l'intérieur du début jusqu'à la fin par les Services de l'Etat et les acteurs locaux du pays, qui ont clairement identifié les problèmes et les solutions à envisager, ce qui explique le fort taux de réponses positives aux questions N° 2 et 4 relatives aux besoins du pays en matière de réduction des MTF et besoins propres des SV.

Il convient de souligner un autre élément pertinent de ce projet MTF au niveau de ses objectifs bien sûr mais aussi en termes de calendrier, car ce dernier est arrivé juste après l'évaluation de la performance des Services Vétérinaires Camerounaises par rapport aux normes internationales par une équipe d'experts de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) après une demande du gouvernement en 2006 et de ses écarts en 2011 qui a permis de prendre en considération une partie des recommandations de l'outil PVS/OIE dans son élaboration et ses objectifs à atteindre. En effet, le rapport intitulé "Analyse des écarts PVS", rendu publique en février 2011 fait apparaître dans ses conclusions les points faibles suivants : maillage très insuffisant du territoire national par le réseau des vétérinaires ; absence de vétérinaires spécialisés au contrôle sanitaire aux frontières ; absence de vétérinaires spécialisés en hygiène alimentaire à l'inspection des abattoirs et unités de transformation des produits animaux ou d'origine animale, nombre insuffisant de spécialiste sur les produits de la pêche, ; chaîne de commande rompue et inappropriée ; communication insuffisante ; laboratoire surdimensionné ; organisme statutaire vétérinaire peu structuré ; indépendance technique des SV non crédible au regard des rémunérations des personnels, de la chaîne de commande inadaptée et de l'absence de procédures écrites claires et complètes. Ce rapport révèle en particulier l'insuffisance du dispositif juridique, humain, matériel et financier actuel de protection sanitaire des cheptels et de santé publique vétérinaire et insiste sur la nécessité d'améliorer la protection sanitaire des cheptels à travers l'élaboration et le financement de la mise œuvre des plans de lutte visant à éradiquer certaines maladies dites prioritaires parce qu'ayant un impact économique avéré. La mobilisation de financements plus importants pour le développement des filières animales porteuses de croissance, génératrices d'emplois et aptes à assurer la sécurité alimentaire de la nation est une priorité du gouvernement dans le cadre de la politique de diversification de l'économie nationale. C'est dans ce cadre que le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité ce projet MTF financé par le STDF.

Comme déjà rapportée par l'OIE, la nécessité de revoir la législation vétérinaire du Cameroun est une priorité absolue pour que les manuels de procédure développés au cours de ce projet MTF tout comme les guides d'inspection soient utilisables en toute légalité, sous réserve du développement des décrets et arrêtés d'application des lois réglementaires vétérinaires.

La composante accession aux marchés régionaux voire internationaux n'est possible que si le pays lui-même maîtrise les normes OIE et les règlements sanitaires et cet objectif a bien été atteint de par l'organisation d'ateliers à cet effet dont les ppx ont salué la qualité des consultants internationaux.

À ne pas oublier que ce projet s'adressait aux besoins des éleveurs de par sa composante lutte contre les maladies animales qui font rage dans ce pays, ce qui s'est traduit par une sensibilisation de la profession agricole.

3.2 Efficacité

Afin d'analyser l'efficacité du projet, les objectifs généraux et spécifiques, les activités connexes et les résultats attendus/indicateurs envisagés ont été examinés de façon approfondie. Tous les rapports, les réponses aux questionnaires, évaluations/restitutions des participants aux ateliers, et finalement les informations collectées pendant les rencontres sur place ont été examinés pour juger de l'efficacité de ce projet.

Il n'est pas toujours aisé de juger et de quantifier l'appui à l'amélioration du contrôle des MTF dans un pays mais quelques indicateurs comme le taux d'incidence et de prévalence des 4 MTF objet de ce projet auraient pu permettre de se faire une idée de l'évolution de la situation au regard des maladies étudiées. En effet, les réponses relatives à ce critère dans le questionnaire ne nous aident pas beaucoup pour jauger de l'efficacité de cet objectif car peu de participants ont répondu. Malheureusement malgré de nombreuses relances auprès des autorités il n'a pas été possible d'obtenir ces indicateurs à savoir taux d'incidence et de prévalence des 4 MTF et les données reçues sont très parcellaires à un instant donné et sans possibilité d'avoir accès à un recul de plusieurs années au moins depuis la mise en place du projet. Les données reçues proviennent de publications scientifiques (limite dans des régions), les données du Réseau d'épidémiologie et de surveillance des Maladies Animales du Cameroun (RESCAM) et certains états des lieux du Projet MTF. La DSV (RESCAM) a justifié ne pas avoir toutes les ressources (notamment les ressources financières) nécessaires pour mener toutes les études d'incidence et de prévalence. Le recensement de la population animale étant en cours, les études épidémiologiques seront faites dans ce sens si le financement est disponible. Il est dommage que les responsables du projet n'aient pas été en mesure de mettre l'accent sur la nécessité de disposer à mi-parcours de l'avancement du projet de ces deux indicateurs à savoir le taux d'incidence et de prévalence des 4 MTF car ce sont des outils fiables pour juger de la bonne évolution du projet.

Maladies	Information sur la localité	Animaux	Prévalence	Source
Fièvre aphteuse	Région Extrême-Nord	Bovins	Extrême-Nord (73%)	Ludi, A., et al., 2014
	Région du Nord	Bovins	Mayo-Louti (94%), Benoue (87%) Mayo Rey (72 %)	Poueme et all, 2014
Peste Porcine Africaine	Incidence de la maladie	Porc	Cameroun (0.2%)	Données PDFP et RESCAM 2015
Peste des Petits Ruminants	Nord Cameroun	Petits ruminants	46%	Abubakar MB et all, 2017
	Moyenne nationale	Petits ruminants	Cameroun (36%)	Données RESCAM, Projet MTF et LANAVET, 2015
Maladie de Newcastle	Département de la Mezam, Nord-Ouest	Volailles	Bamenda (23.3%)	Mai, H. M et all, 2014

Une bonne partie des personnes rencontrées au cours de la visite avaient été dans l'ensemble bien choisies car elles avaient vécu ce projet dans son entièreté et de l'intérieur : conception, réalisation, résultats et les difficultés aussi. Ce qui a permis de bien appréhender de par leurs impressions et de « toucher du doigt » l'efficacité de ce projet dans son ensemble, et en particulier de faire un état de lieux des maladies ciblées (FA, PPR, PPA et MND) et la mise en place des protocoles de surveillance avec la collaboration des laboratoires de diagnostic vétérinaire. Ce qui a permis par la suite d'élaborer un plan stratégique national de lutte et de contrôle pour ces 4 MTF en conformité avec les lois et règlements sanitaires. Ces plans de lutte (PL) toutefois assez génériques ont besoin de s'appuyer sur une situation de référence pour éradiquer la maladie. Cette base solide constituée par ses plans stratégiques est une première étape indispensable à la continuation des activités d'éradication et de ce fait elle est exploitée par un autre projet soutenu financièrement et techniquement par la Banque mondiale intitulé Projet de Développement de l'Élevage ou « Prodel » dont la convention a été signée en Juillet 2017. Ce projet aura pour mission de les traduire en plans opérationnels (PO), en termes de réalisation pratique sur le terrain et suivis par des indicateurs. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est d'accroître durablement la productivité et l'accès aux marchés des systèmes d'élevage ciblés, et améliorer la capacité de réponse du MINEPIA à une crise sanitaire ou climatique majeure.

Il a permis en particulier de mieux connaître la situation épidémiologique des 4 MTF en termes de prévalence dans tout le pays et d'identifier les facteurs de risque (question N°5) et aussi de modifier le comportement des SV participants en matière de surveillance épidémiologique des maladies animales, de mieux collaborer avec le système national d'épidémiologie et les laboratoires de référence. Il a permis aussi de renforcer les capacités des laboratoires en termes d'acheminement des prélèvements, d'amélioration de la qualité des échantillons sur le terrain et d'analyse. Mais il n'a pas permis un renforcement de capacités en matière de diagnostic, car les laboratoires n'ont reçu que des prélèvements codés, sans commémoratifs et sans informations complémentaires nécessaires à tout diagnostic.

Cela a renforcé la sensibilisation des acteurs de l'élevage : autorités publiques, laboratoires nationaux, organisations et associations d'éleveurs, éleveurs... sur l'efficacité et l'efficience de la lutte contre les MTF ciblées, et le rôle de la vaccination comme moyen de lutte pour éradiquer certaines MTF comme la FA ou PPR par exemple. Les éleveurs déclarent être plus attentifs aux animaux qu'ils achètent lors des marchés afin de ne pas acheter des animaux malades. Au-delà des objectifs généraux, le Gouvernement a voulu aller plus loin en sollicitant la rédaction et validation de quatre manuels de procédures d'inspection vétérinaires des produits de la pêche, des viandes d'animaux de boucherie et de volailles, et des œufs et aussi un guide de Bonnes Pratiques d'hygiène des produits de la Pêche.

La formation au système d'information géographique (SIG) à la différence de la formation au logiciel TAD a été un réel succès, allant au-delà des attentes des SV car ayant impliqué d'autres services comme celui des productions animales. Pour continuer l'utilisation du SIG, une autre formation a été sollicitée à l'Union Africaine. Le SIG permet de réaliser des cartes épidémiologiques. Par contre, le logiciel TAD d'épidémiologie développé par la FAO n'a pas été installé dans les SV, faute de personnel insuffisant et formé et d'outils de travail (ordinateur, imprimante..) pour assurer la bonne exploitation de cet outil, qui n'est pas adapté au Cameroun car les paramètres ne sont pas précisément configurés pour ce pays). Une formation relative à cet outil avait bel et bien été organisée, mais trop courte et pas suffisamment approfondie.

Néanmoins, globalement ce projet a atteint son principal objectif d'élaboration de 4 plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle de ces maladies animales transfrontalières applicables, prenant en compte des plans de surveillance et de contingence. La traduction de ces plans stratégiques en plans opérationnels à la fin de ce projet comme recommandé aurait pleinement atteint ses objectifs, ce qui ne fut pas le cas car l'absence d'exécution de ces 4 plans après la fin de ce projet a fortement limité son impact en termes d'amélioration du contrôle des MTF. Une analyse plus détaillée de l'efficacité du projet au regard des principales activités 1 à 6 qui figurent dans les réponses aux questionnaires à l'annexe V.

3.3 Rendement (ou efficience)

Le rendement ou efficience de ce projet a été évaluée en termes de considérations relatives au budget, aux ressources déployées, aux consultants recrutés, à la réglementation en cours et d'autres qui ont pu soit contribuer soit pu gêner la réussite de ce projet et ses principaux résultats. L'évaluation a été basée sur la base des rapports des ateliers, rapports des consultants, réponses au questionnaire (voir l'annexe V) et les informations fournies lors des interviews.

En ce qui concerne l'efficacité de la mise en œuvre du projet, toutes les activités du projet ont été effectuées dans le délai allant un peu au-delà du calendrier du projet, mais cela fut fait en accord avec le secrétariat du STDF en raison du retard au démarrage du projet, y compris le développement de ces guides et manuels. Le gouvernement qui a pris part financièrement à ce projet comme l'indique les rapports d'activité a fourni les véhicules, le carburant, du personnel.

Les études de cadrage du projet ont été faites par la FAO. La représentation locale de la FAO en accord avec la FAO Rome a recruté un coordonnateur national aidé par un coordonnateur technique, trois consultants internationaux et 4 consultants nationaux (un pour chaque maladie visée par le projet) qui ont identifié les besoins en termes de formation, de ressources nécessaires en personnel des SV et de laboratoire, de matériel pour réaliser les prélèvements, d'acheminement des prélèvements et d'analyses au laboratoire. Pour ce faire, la FAO locale a signé une convention spécifique avec le LANAVET pour mener à bien toutes ces analyses.

Lors de la visite sur place, le coordonnateur a mentionné avoir rencontré des difficultés à travailler parfois avec la FAO locale en ce qui concerne la budgétisation de la réalisation des prélèvements. Car comme il y a eu des retards

au démarrage du projet, les consultants nationaux ont eu des difficultés pour faire les prélèvements en raison d'un manque de véhicule et de carburant pour alimenter les motos, si bien que le coordonnateur a dû adapter le budget initial prévu.

Le projet a centré une bonne partie de ses activités sur la formation dévolue aux principaux acteurs de la lutte contre les maladies afin de les sensibiliser au maximum, à cet effet de nombreux ateliers ont été organisés : atelier de lancement, atelier d'appui méthodologique pour l'équipe nationale du projet, atelier de renforcement des compétences des Services Vétérinaires en matière de surveillance et de gestion des maladies transfrontalières, atelier de sensibilisation aux normes internationales OIE et SPS et aux équipements informatiques SIG et TAD, atelier de sensibilisation des leaders agricoles des 4 filières, atelier de renforcement des compétences du personnel de terrain sur les techniques de sensibilisation et d'organisation des éleveurs pour la lutte contre les maladies, ateliers de sensibilisation des groupements d'éleveurs existants et de formation en développement organisationnel pour les groupements, atelier de restitution de validation des plans stratégiques de lutte, et des guides et manuels d'Inspection.

Dans l'ensemble, les ppx ont été unanimes sur la qualité des formations dispensées au cours de ce projet, bien organisées, ciblées, bien appropriées et adaptées, ce qui est bien reflété dans le questionnaire (Questions 13 et 14). Les formations ont réuni tous les acteurs des filières animales qui ont été sensibilisés à toute la problématique du contrôle des MTF à savoir : lancement du projet, recyclage des procédures des enquêtes épidémiologiques, formation sur les normes SPS et OIE, formation des Leaders Groupements éleveur, utilisation des outils Système d'Information Géographique (SIG), restitution et validation des plans de lutte et sensibilisation des associations de producteurs.

Seule la durée de certaines d'entre elles comme celle relative aux normes SPS/OIE et à l'utilisation SIG a été jugée bien trop courte par de nombreux participants. Par exemple, lors des formations, les services vétérinaires de terrain ont été sensibilisés au fait que tout diagnostic clinique doit être confirmé par le laboratoire.

Néanmoins des participants ont regretté que les SV locaux étaient sous représentés à ces ateliers de formation, tout comme des représentants d'éleveurs ont déploré que ces dernières n'étaient pas organisées dans un plus nombre de régions d'élevage. Des exercices pratiques et de simulation pour la gestion des foyers des 4 MTF auraient été aussi appréciés.

En ce qui concerne le rapport coût/efficacité de ce projet, la majorité des réponses au questionnaire, ont estimé que ce projet était très bien ciblé au niveau des personnes visées par le projet, et de l'agence d'exécution en l'occurrence la FAO qui connaît bien les filières animales et les problématiques du Cameroun. Une très grande majorité des participants via les réponses au Questionnaire et via les interviews/rencontres ont salué le professionnalisme, les compétences et le niveau d'expertise des consultants recrutés. Globalement l'un des succès de ce projet réside dans la désignation et le choix idoine des consultants internationaux, nationaux, techniques et locaux, professionnels et expérimentés dans la gestion du projet. Car tous ont été en mesure de dispenser des formations « sur mesure » bâties à partir des réels besoins du pays. C'est la réelle force de ce projet.

La majorité des participants ont mentionné ne pas avoir eu connaissance d'éventuelles contraintes budgétaires qui auraient pu entraver la mise en œuvre de certaines activités, par contre ils ont majoritairement indiqué que la FAO dispose d'une très grande expérience en la matière malgré l'enveloppe financière dévolue aux budgets de formation trop exigus (Questions 13, 52 et 53). Seul bémol, la limite du projet tient au fait que la FAO devrait conduire des projets similaires pour les pays voisins, au Tchad et à la RCA, pays qui déversent tous les jours leurs animaux au Cameroun.

La FAO a régulièrement informé le Secrétariat STDF de l'avancement du projet, en fournissant différents rapports : initial, à mi-parcours et un rapport de fin de projet. La qualité et quantité des informations communiquées étaient appropriées pour pouvoir suivre l'état d'avancement progressif du projet en termes de réalisation et de dépenses budgétaires. Cependant il aurait été judicieux de fournir des précisions sur les problèmes inhérents à cette base de données TAD. Pour conclure, un très grand nombre des participants aux différents ateliers de formation ont affirmé que les cours et séminaires ont été de très haute qualité, bien ciblés et bien organisés.

3.4 Diffusion

Une bonne majorité des bénéficiaires de ce projet estiment avoir été correctement informés et sensibilisés, car ils appartenaient eux-mêmes aux AC centrales ou régionales, ce qui a facilité la diffusion et la communication interne. Les principaux outils utilisés pour les informer de la pertinence, de l'utilité et de la portée de ce projet ont été les séminaires et réunions d'information, et les participants ont été invités principalement par courrier.

Les moyens qui ont permis de réellement renforcer leurs connaissances en matière de surveillance des 4 MTF ciblées sont les plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle de ces 4 maladies ainsi que les programmes de formation sur les normes OIE et outils SIG/TAD, les ateliers de recyclage sur les procédures des enquêtes épidémiologiques. La formation SIG a été très plébiscitée par les SV participants car d'une grande aide dans leur futur professionnel.

Certes des ateliers d'information et de sensibilisation ont été organisés et destinés aux leaders de groupements d'éleveurs et à des associations de producteurs, mais ces derniers ont déploré qu'elles ne concernaient que certaines régions d'élevage et qu'elles ont pris fin après l'arrêt du projet (questions 20 et 21). La vulgarisation de ces outils auprès des acteurs de terrain a réellement fait défaut, due principalement au manque de personnel formé et compétent et aussi aux outils nécessaires à l'utilisation de TAD (ordinateur, imprimante..).

Par contre en matière de diffusion à la communauté internationale, les résultats de ce projet et ses recommandations n'ont pas l'objet de diffusion à travers des articles/publications scientifiques, comme reflété dans le questionnaire (questions 22 et 23) tout comme sur les sites web du Minepia et des Services Vétérinaires. Il n'en est pas de même sur le site web du STDF qui regroupe tous les résultats des projets financés et évalués.

De même la FAO était censée imprimer les manuels de procédure et les guides développés dans le cadre de ce projet et les mettre à la disposition du MINEPIA, pour en faciliter la diffusion à grande échelle. Mais cela n'a pas eu lieu car ces guides et manuels faisaient référence à des référentiels internationaux d'inspection sanitaire vétérinaire et des textes réglementaires nationaux que la DSV aurait dû mettre à jour pour les compléter. Mais à chaque fois qu'un texte réglementaire national manquait pour le maillon d'une filière, l'administration vétérinaire s'engageait de préparer un projet de texte mais cet exercice de rédaction n'a jamais été fait. De plus à côté de cette diffusion large échelle, il avait été prévu de former des formateurs qui seraient en charge de diffuser et d'initier les agents des Services vétérinaires à ces manuels de procédures. Pour ce faire, un projet de convention avec l'Ecole vétérinaire de Sidi Thabet en Tunisie avait été soumis au Directeur des Services vétérinaires pour budgétiser l'opération afin que le Minepia trouve la source de financement mais l'Ecole vétérinaire n'a jamais reçu de feed back sur leur demande de convention et de financement. Ainsi pour la diffusion des manuels et guides ainsi que pour en assurer une correcte utilisation via des formateurs et des ateliers d'information et de sensibilisation pour l'ensemble des acteurs des filières concernées, il faut une certaine volonté politique pour passer à la phase d'application.

3.5 Impact

L'impact majeur du projet a été l'élaboration des plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle des maladies animales transfrontalières (FA, PPR, PPA et MND), qui a été rendue possible grâce à un état de lieux de la situation épidémiologique des 4 maladies en relation avec la filière de production concernée, l'identification des facteurs de risque et la mise en place des protocoles de surveillance avec la collaboration des laboratoires de diagnostic vétérinaire.

Un second impact bien concret a été le renforcement des capacités des SV surtout au niveau central mais beaucoup moins au niveau régional et local qui s'est traduit par une modification du comportement de ses autorités dans la mise en œuvre des opérations de surveillance épidémiologique de ces maladies, par une meilleure prise en compte des résultats de la surveillance active et passive, d'une meilleure utilisation de la batterie de techniques de diagnostic des maladies animales, et aussi de la nécessité de collaborer avec les organisations internationales et les laboratoires de référence (acquisition de nouvelles techniques, échanges des données, confirmation des résultats obtenus localement), et finalement d'être capable d'exploiter les potentialités techniques du SIG. Cependant il est dommage que ces plans stratégiques de lutte, bien qu'ils aient fait l'objet d'un atelier de restitution pour leur validation, n'aient pas fait l'objet d'une plus grande médiatisation et communication afin que les éleveurs, leurs associations et les vétérinaires privés puissent se les approprier.

Les AC centrales ont pris conscience du besoin de sensibiliser les acteurs de la chaîne alimentaire, les associations des éleveurs sur l'efficacité et l'efficience de la lutte contre les MTF ciblées, et de communiquer avec tous ces professionnels. Les éleveurs qui ont participé au questionnaire mentionnent qu'ils font preuve de beaucoup plus d'attention lors des achats de leurs animaux sur les marchés afin de ne pas acheter des animaux malades. Mais le taux de réponses au questionnaire par des éleveurs ou associations d'éleveurs étant très faible, il est donc difficile de voir l'étendue au sein des différentes associations. En effet, le projet s'adressait bien aux besoins des éleveurs, car il envisageait de lutter contre les maladies animales qui font rage au Cameroun. Il y a bien eu une prise de conscience parmi les éleveurs mais la lutte proprement dite pour éradiquer ces différentes maladies n'a pas été réellement suivie.

Un 3^{ème} impact de ce projet a été un renforcement de la collaboration entre les SV et laboratoires car ces derniers ont sensibilisé les agents des SV de terrain sur la qualité des prélèvements et leur acheminement, sur la nécessité de confirmer un diagnostic clinique par le laboratoire. De même, un impact bien moins visible mais tout aussi réel est le renforcement de capacité avec les laboratoires de référence dans le cadre du typage et de l'identification des agents responsables des maladies ciblées. Ainsi ce projet a permis aux laboratoires d'effectuer un très grand nombre d'analyses sur les maladies ciblées, mais il n'a pas permis un renforcement de capacité en matière de diagnostic épidémiologique, car ils n'ont reçu que des prélèvements codés sans commémoratifs ni données complémentaires utiles pour poser un diagnostic.

La formation sur l'accord SPS et les normes internationales dispensées dans le cadre de la mise en œuvre du projet n'a pas été suffisamment développée et trop courte pour en retirer un bénéfice à moyen terme.

3.6 Durabilité

La durabilité a été évaluée lors des interviews, car les réponses au questionnaire n'ont apporté que peu d'éléments car la majorité n'a pas répondu à ces questions. Le temps imparti à la mise en œuvre du projet n'a pas permis d'établir un système SPS institutionnel de gestion durable des MTF. Les ressources disponibles ont été insuffisantes, les solutions aux risques majeurs n'ont pas fait l'objet d'un suivi particulier, notamment le risque lié aux difficultés de communication avec les exploitants. Une évaluation des réactions des participants en particulier des représentants des régions et départements et des associations d'éleveurs aurait pu permettre de modifier la liste des futurs participants afin de mieux les cibler.

Le projet a été bien conçu dans son ensemble, sa mise en œuvre a été relativement bien menée, mais peut-être pas suffisamment suivie au regard des difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre, ce qui aurait pu permettre des ajustements au cours de sa réalisation. Cependant, les autres actions de pérennisation des acquis restent à prévoir, notamment dans les formations et la mise en place d'un mécanisme de suivi et de concertation des acteurs, principalement dans les domaines suivants : (i) la promotion des normes de l'OIE et de l'OMC, (ii) le renforcement des capacités des Services Vétérinaires et des acteurs en matière de surveillance et de gestion des maladies transfrontalières, (iii) le renforcement des compétences des exploitants en développement organisationnel pour mieux participer à la lutte contre les maladies, (iv) l'organisation des ateliers de sensibilisation des groupements d'éleveurs et de formation en développement organisationnel pour les groupements à mettre en place.

Bien qu'un délai de 3 ans se soit écoulé [ce qui a entraîné un faible taux de retour des questionnaires], les personnes rencontrées ont indiqué que ce projet allait servir de base pour traduire en plans opérationnels les plans de lutte même si cela a pris plus de temps que prévu. Cela est repris par le projet PROFEL financé par la Banque Mondiale. Le LANAVET a entrepris une action de jumelage avec les Laboratoires de référence.

On ne peut parler de durabilité en ce qui concerne les guides et manuels préparés au cours de ce projet car ces derniers devaient être imprimés par la FAO et diffusés à large échelle, mais ces guides sont restés à l'état de projet en attendant la mise à jour de textes réglementaires nationaux qui n'est toujours pas lancée.

4. Conclusions et recommandations

L'évaluation de ce projet a été réalisée presque 3 ans après son achèvement. L'objectif général du projet (réduction de l'impact des maladies animales transfrontalières sur le secteur de l'élevage) a été atteint. Cependant il reste à (i) mettre en œuvre les mesures de lutte retenues par les consultants, (ii) outiller les acteurs formés et les rendre capables d'appliquer les prescriptions officielles et commerciales dans le domaine SPS, (iii), organiser et renforcer les exploitants dotés des compétences, en les regroupant en associations pour lutter contre les maladies

animales, (iv) renforcer les Services vétérinaires en matière de surveillance et de gestion des maladies transfrontalières, et (v) harmoniser, partager et maîtriser les stratégies d'intervention.

Recommandation N°1 : Pour atteindre l'objectif général de réduction des MTF de façon optimale et précise, il est recommandé que ces évaluations à posteriori soient demandées dès que possible après la fin du projet, afin que les recommandations faites par la FAO soient budgétisées et suivies d'effet et mise en pratique.

En effet les plans stratégiques des 4 MTF auraient dû être suivis par le Gouvernement ou soumis à d'autres bailleurs de fond et traduites en plans de lutte opérationnels, à ce jour ces plans stratégiques de lutte vont enfin être traduits en plans opérationnels grâce à un nouveau projet financé par la Banque Mondiale appelé projet « Prodel » avec la priorité N°1 l'éradication de la PPR qui a été déclarée comme fléau mondial par l'OIE qui va passer par une vaccination gratuite de tous les cheptels de petits ruminants sur 3 ans.

Recommandation N° 2 : Il est recommandé que les projets futurs proposés soit par le STDF soit par d'autres donateurs internationaux s'attaquent au renforcement des capacités de tous les acteurs des filières sur le terrain en matière de surveillance et de gestion des maladies transfrontalières et non pas seulement au niveau central.

Beaucoup de participants ont reconnu que la formation continue dispensée au cours des ateliers leur avait déjà beaucoup apporté mais qu'elle devait être continuée et étendue aux acteurs des filières situés plus en amont sur le terrain et non seulement au niveau central, afin que de tels projets soient plus durables. En effet, les SV locaux, les laboratoires, les éleveurs/leurs associations doivent être mieux impliqués et parties prenantes dans la lutte contre les maladies, afin de bien leur faire comprendre le besoin d'éradication d'une maladie en tant que maillon essentiel dans la lutte. Cela passe par une meilleure concertation et harmonisation des interventions entre les acteurs, et une bonne communication avec les exploitants.

Recommandation N° 3 : Il est recommandé que les projets futurs proposés soit par le STDF soit par d'autres donateurs internationaux soient complémentaires des autres projets et programmes intervenant dans ce domaine et continuent à se fonder, autant que possible, sur des outils d'évaluation des besoins pour cibler au mieux l'assistance technique et le renforcement des capacités les plus appropriés dont chaque pays a réellement besoin, et en restant compatibles avec le budget prévu.

Le projet a permis de sensibiliser à toutes les questions SPS et aux normes internationales, mais la formation fut bien trop courte pour en voir un effet réel sur le terrain au niveau local et des éleveurs. De plus il est absolument nécessaire de prévoir des réunions régulières avec les différents consultants et assurer une bonne diffusion des résultats : (i) Bonne planification dans la préparation du projet (définition des objectifs, des activités, des résultats attendus) et la mise en œuvre du projet, (ii) bonne organisation (identification des partenaires tant privés que publics, suivie de la distribution des tâches), (iii) bonne direction du projet par l'obtention des engagements des partenaires (signature des protocoles d'accord) dans le processus de gestion ; (iv) mises en œuvre des actions nécessaires pour garantir le succès dans la mise en place des activités et par là même occasion, faciliter l'atteinte des objectifs fixés.

Il serait pertinent que la FAO responsable de la mise en œuvre de ce programme puisse lancer des projets similaires pour les pays voisins, en particulier le Tchad et la RCA, pays qui déversent tous les jours leurs animaux au Cameroun, afin d'assurer une complémentarité des actions. En effet des initiatives au niveau régional pourraient permettre une meilleure pérennisation des actions individuelles entreprises dans chaque pays. L'animal ne connaît pas de frontières, les animaux tchadiens et centrafricains sont commercialisés au Cameroun, comme par exemple l'harmonisation des campagnes de vaccination dans les trois pays le Tchad ; la RCA et le Cameroun. Toutes les actions prises par le Cameroun, ne sont pas connues des pays voisins ce qui limite d'autant leur efficacité en raison du grand mouvement des animaux.

Recommandation N° 4 : Il est recommandé que les projets futurs proposés tiennent davantage compte des recommandations des avancées de ce programme afin de mutualiser et optimiser les actions.

Ce projet a permis de faire un état de lieu très partiel de la situation épidémiologique du pays par rapport aux MTF et d'établir des plans stratégiques de lutte qui doivent être traduits en plans opérationnels. Il serait judicieux de prévoir dans de tels projets une évaluation à mi-parcours afin d'identifier leurs points forts et faibles. De même lors de la phase de conception, il faut être le plus réaliste, et le plus proche possible de la situation du pays en termes d'objectifs à atteindre, lesquels doivent tenir compte des contraintes de budget, de personnel, de matériel, de timing et de prévoir le cas échéant à mi-parcours des ajustements. Dans ce cas précis l'ambition de s'attaquer à ces 4 MTF était un peu trop grande et il aurait mieux valu se focaliser bien sur 2 ou 3 maladies seulement. Tous les enseignements développés dans ce projet devront être repris dans le projet Prodel et dans les autres projets de développement en cours de développement relatifs à la rénovation des abattoirs et des centres frigorifiques.

Les manuels d'inspections et guides de bonnes pratiques ont fait l'objet de validation par les acteurs des filières lors d'ateliers. Mais ces guides, n'ont pas pu être diffusés et utilisés à large échelle car ils font appel à des références réglementaires qui doivent être mises à jour. Ce besoin de leur mise à jour figurait déjà dans les recommandations des rapports PVS et les écarts menés à bien par OIE en 2006 et 2011. Or à ce jour ces textes ne sont toujours pas actualisés depuis 2006 et les guides ne sont pas utilisés par les professionnels des filières, car certains textes législatifs n'ont toujours pas de textes réglementaires d'application.

Recommandation N° 5 : Il est recommandé dans les projets de bien étudier la faisabilité de l'installation, d'une base de données comme le TAD et prévoir son application pratique.

En effet l'installation et l'utilisation de TAD info a permis au pays de se doter d'un intéressant outil d'analyse des données associées à une fonction de cartographie. La formation relative à TAD a bel et bien été organisée, mais n'a pas été suivie d'effet car elle n'a pas été installée dans les SV, si bien que l'absence de cet outil au niveau régional a fortement limité ses capacités de son utilisation.

5. Enseignements tirés

Le principal enseignement tiré de ce projet a été le développement des plans stratégiques nationaux de lutte et de contrôle de ces maladies animales transfrontalières, prenant en compte des plans de surveillance et de contingence, et le renforcement des capacités des SV au niveau central essentiellement. Comme ces plans de lutte étaient assez généraux, et comme indiqué dans les recommandations du projet, le Gouvernement du Cameroun avait demandé de les traduire en plans opérationnels (PO), chiffrés par des indicateurs. La traduction de ces plans stratégiques en plans opérationnels à la fin de ce projet aurait pleinement atteint ses objectifs, ce qui ne fut pas le cas car l'absence d'exécution de ces 4 plans après la fin de ce projet a fortement limité son impact en termes d'amélioration du contrôle des MTF. Cela peut s'expliquer en partie par les procédures administratives excessivement longues en Afrique. Ce projet s'est adressé aux SV centraux principalement mais il a permis d'enclencher ou de rebondir sur d'autres projets comme : le projet de construction d'abattoirs et d'entrepôts frigorifiques, les marchés d'animaux, l'amélioration de la surveillance, et le réseau d'épidémiologie surveillance, dans le but de limiter de plus en plus le déplacement des animaux vivants sur pied.

La grande richesse de ce projet a été la conception in situ et « sur mesure » par des locaux du début jusqu'à la fin pour des locaux qui ont clairement identifié les problèmes et les solutions à envisager, sauf pour les 3 experts internationaux recrutés par la FAO. Leur professionnalisme, expertise, et compétences ont été salués et appréciés par tous les bénéficiaires rencontrés, et ils ont insisté pour que dans l'avenir pour d'autres thématiques ce type d'organisation se répète. Cette réelle force du projet unanimement saluée par tous les participants tient à la phase de conception et de réalisation du projet par la FAO qui a préféré faire appel à des experts de terrain pour former et enseigner les mesures SPS adaptées aux réalités de ces pays, et en parfaite adéquation avec les infrastructures locales. C'est l'une des forces de ce projet et il est important à l'avenir de continuer à travailler **avec des experts locaux pour des locaux**, mais il faut bien garder à l'esprit que ces experts locaux doivent travailler en toute transparence, de façon impartiale et sans conflit d'intérêt, tout comme leur recrutement.

La formation au système d'information géographique (SIG) à la différence de la formation au logiciel TAD a été un réel succès, allant au-delà des attentes des SV car ayant impliqué d'autres services comme celui des productions animales. Pour continuer l'utilisation du SIG, une autre formation a été demandée auprès de l'Union Africaine. Le SIG permet de réaliser des cartes épidémiologiques. Par contre il n'en est pas de même pour le logiciel TAD d'épidémiologie développé par la FAO qui a été explicité au cours de formations mais n'a jamais été installé dans les SV.

Mais à côté de ces effets assez positifs qui finalement vont être mis en application par d'autres projets certes après plusieurs années, il y a eu des secteurs où le projet n'a pas réussi. Le manque d'impact, de sensibilisation et de retombées des formations au niveau régional et local a été manifeste et comme en témoigne les réponses au questionnaire, et il serait urgent d'intégrer de façon plus pérenne et durable les associations d'éleveurs, les vétérinaires privés, les SV locaux pour qu'ils s'investissent dans la lutte de ces maladies.

La diffusion de tous les manuels n'a pas eu lieu car elle était prématurée, elle faisait référence à des textes ou des références non encore définies à l'échelon réglementaire. Les décrets et arrêtés d'application sont en cours et pour cela les SV vont recevoir prochainement l'aide de l'OIE. Pour que ces guides acquièrent une réelle valeur ils doivent faire référence à des textes réglementaires d'application. Le projet Prodel prévoit la diffusion de tous ces manuels assortis de formation et de sensibilisation aux personnes qui vont pouvoir les utiliser. Il est de même prévu le développement d'autres guides comme celui sur le miel, lait, guide pharmacovigilance et bonnes pratiques d'élevage de l'utilisation des MV.

De même, le laboratoire «Food Testing» à Douala construit de 2002 à 2010, a été équipé par l'UE en 2011/2012. Mais il ne fonctionne toujours pas car il fait face à des difficultés institutionnelles qui retarde la signature du décret opérationnel de mise en activité. En effet les denrées animales et d'origine animale sont sous la responsabilité de 2 ministères : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et à ce jour la question n'est toujours pas tranchée.

Il est difficile pour ce projet de chiffrer s'il a atteint un effet mesurable ou quantifiable au niveau de l'accès au marché, une amélioration du marché domestique voire au niveau régional de la situation sanitaire et d'une réduction de la pauvreté. On note une croissance régulière des effectifs des principaux cheptels par espèce (nombre de têtes) de 2011 à 2016 et qui a continué en 2017. De même, de 2011 à 2016, on note une augmentation de la quantité de viandes produites de 9,78% passant de 313 368 tonnes en 2011 à 344 019 tonnes en 2016. La production de viande de volaille représente une proportion importante avec environ 34,38% de la quantité totale de viandes produites pour les productions contrôlées.

Annexe I - Le plan de référence pour l'évaluation à postériori du projet STDF/PG/336

Terms of Reference Ex-post evaluation of the STDF Project

"Enhancing the Control of Transboundary Animal Diseases in Cameroon"

Contexte

1. The Project aimed to reduce the impact of transboundary animal diseases on the livestock sector. This was to be achieved by implementing relevant existing national strategic plans to combat and control transboundary animal diseases, including monitoring and contingency plans. In particular, this would involve building institutional capacity and strengthening the capacity of the decentralized veterinary services - mainly those involved in the surveillance system.

2. The Project was developed to support Cameroon's goal to become a major exporter of livestock products. In order for this to happen, Cameroon needs to improve the quality of products placed on the market and reduce as much as possible the risks of animal diseases spreading from one region to another or one country to another through trade in animals and their products - hence the importance of Implementing programmes to combat and control the diseases prevalent in the country. This concern is addressed in the Growth and Employment Strategy Paper (GESp), in which the general trade development objectives are to promote trade in sound competitive conditions and diversify trade in high value-added goods and services.

3. In view of the above, in 2010, the Cameroon Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (MINEPIA), requested an STDF Project entitled "Enhancing the control of transboundary animal diseases in Cameroon" (Appui à l'amélioration du contrôle des maladies transfrontalières du bétail objet du commerce). The Project was approved by the STDF Working Group on 27 June 2011. The Project ran from June 2012 to February 2015 and was implemented by the FAO in collaboration with MINEPIA. STDF's contribution to the Project was US\$510,788 (total Project budget was US\$1,281,049).

4. Information on the Project is available on the project website.⁶ In particular, according to the final project report, the Project delivered on the following 4 main outputs:

- Development of strategic plans to combat and control the four main livestock diseases: Peste des Petits Ruminants (PPR), Newcastle disease, African swine fever and Foot-and-mouth disease: As part of the development of the strategic plans, it was necessary to make an inventory of these diseases in Cameroon in order to determine their current status which could be used as a baseline for assessing the progress expected from the implementation of the plans. This preliminary work took the form of epidemiological monitoring of the diseases concerned and a number of epidemiological surveys to determine their prevalence and incidence as well as the main associated risk factors. Plans to combat and control the diseases were developed, with producer associations actively involved in the implementation of participatory disease control strategies.

- Promotion of OIE standards and the WTO SPS Agreement: Forty-three veterinary service officials and professionals from the animal production sector received training on the WTO SPS Agreement. This training made sanitary control supervisors and stakeholders aware of the importance of international health standards, which may pose genuine obstacles to foreign trade.

- Strengthening the capacity of veterinary services and other stakeholders to monitor and manage transboundary diseases: Several training courses were organized for veterinary personnel and stakeholders in the monitoring and management of animal diseases:

⁶ See: <http://www.standardsfacility.org/PG-336>

1. veterinary service personnel were trained in the use of Geographic Information System tools;
 2. national users of the animal health information system received training on the TAD Info software package;
 3. epidemiological surveillance personnel received refresher training; and
 4. Leaders of livestock groups and supervisory staff were trained in techniques of awareness-raising and organization of breeders.
- Four manuals on veterinary health inspection procedures, a guide to good hygiene practices for fishery products and two manuals for veterinary inspectors have been produced. This was an unscheduled outcome - it was after the strategic management plans had been developed that the Government asked for these other documents to be produced.
5. In order to build upon the results of the Project, the final project report made the following recommendations:
- Transform the strategic management plans developed under the project into programmes, projects or operational action plans which take into account the necessary budget and implementation framework. These projects and programmes could be financed by the Government from own resources or submitted to potential donors.
 - Disseminate the information collected during the project, which is of great scientific value to the international community, through articles and other scientific publications.
 - Continue promoting OIE and WTO standards on international trade in animals and animal products, initiated under the project, by:
 1. putting in place the support measures required to implement the management plans and sanitary inspection procedural manuals (in particular, strengthening veterinary legislation by means of implementing regulations identified during the drafting of the procedural manuals);
 2. circulating procedural manuals and guides among all stakeholders to ensure that inspection standards are implemented;
 3. involving professionals in managing health risks and ensuring traceability in the livestock sector; strengthening control and surveillance bodies and making sure they are accredited (Food Testing Laboratory of Douala); and
 4. supplementing the inspection tools developed by the project with new manuals and guides, especially honey and milk inspection manuals.

6. The Project was selected, in March 2016, by the STDF Working Group for an external ex post evaluation. The objective of the evaluation is to:

- verify whether the Project achieved the objectives set out in the project document;
- identify if the Project contributed to any of the higher level objectives of the STDF identified in the logical framework attached to the STDF Medium Term Strategy for 2015-2019 (e.g. measurable impact on market access, improved domestic (and where applicable) regional SPS situation, poverty reduction);
- identify key experiences, good practice and lessons of interest to the beneficiaries of the Project, as well as to STDF Working Group members and development partners more broadly (including for future STDF programme development).

These Terms of Reference outline the scope of the tasks to be carried out by the Consultant selected to carry out this external ex-post evaluation. [Appendix 1](#) provides the general Guidelines for the evaluation of STDF projects.

DESCRIPTION OF TASKS

7. Under the overall supervision of the STDF Secretariat, and in close collaboration with the various stakeholders involved in this Project, the Consultant shall carry out an independent ex-post evaluation of STDF/PG/336 (the Project) in accordance with the general STDF Evaluation Guidelines (Appendix 1). In particular, the Consultant shall:

I. **Review all available documentation** related to the Project (to be provided electronically by the STDF Secretariat, together with the implementing agency, FAO) and **contact key stakeholders**, to have a first overview of the Project's context and implementation.

II. Develop an **Evaluation Framework** to be used to conduct the evaluation, which should be approved by the STDF Secretariat prior to use. The evaluation framework should:

- clearly elaborate the questions to be asked during the evaluation, based on the Key Evaluation Questions as set out in Appendix 1 (i.e. the standard evaluation criteria of relevance, effectiveness, efficiency, outreach, impact, sustainability and key lessons learned):
 - 1) these should be adapted to the particular circumstances of this project;
 - 2) it is important to minimize suggestion in questions, and to phrase questions in an open-ended way.
 - 3) the questions should include information on communication aspects e.g. did the implementing organization contact and involve all the relevant stakeholders when they undertook the Project, and what tools (phone calls, face-to-face interviews) were used to contact the relevant stakeholders? Were these the most appropriate?
- clearly elaborate the indicators to be used to measure the Project's performance;
- identify the stakeholders and beneficiaries to be consulted during the evaluation, based on advice and guidance from the FAO. As well as the stakeholders identified under II, these would include MINEPIA, the National Veterinary Laboratory of Cameroon (LANAVET), the FAO's Emergency Centre for Transboundary Animal Diseases (ECTAD) in Bamako, Mali, and key private sector stakeholders;
- identify and elaborate on the methods and tools (e.g. survey questionnaires, face-to-face meetings, Skype interviews with regional representatives, etc.) to be used during the evaluation.

III. **Data collection:** using the methods and tools identified in the Evaluation Framework:

- contact the international and/or national stakeholders identified above to obtain their views and feedback about the Project addressing, inter alia, the Key Evaluation Questions:
 - 4) Prior to the mission: survey questionnaires, Skype interviews, etc.
 - 5) Mission to Cameroon (one week), interview key stakeholders that have been involved in the implementation and on-going evaluation of the Project, and collect other information and documentation related to the Project as appropriate.
- keep a record of discussions with the stakeholders (date, name, organization, key messages, if any) that should be included as an Annex to the Evaluation Report;
- undertake research on other past or ongoing projects funded by other development partners related to the Control of Transboundary Animal Diseases in Cameroon, and assess linkages and/or coherence of the STDF Project with these initiatives.

IV. On the basis of all the information collected and feedback received from the various stakeholders consulted, draft a detailed **Evaluation Report** that:

- 6) analyses and assesses the overall performance and results of the Project based on the responses to the Key Evaluation Questions and other relevant sources;
- 7) makes recommendations that may be useful to improve the design and delivery of future projects;
- 8) considers the context in which the project was implemented, linkages (if any) to other related projects/programmes, national strategies and policies, opportunities created by the project and/or any challenges faced, as well as any follow-up actions or outstanding needs, etc.

v. Based on the information collected and analysed for the ex-post evaluation, draft an STDF **Project Fact Sheet** (using the template provided in Appendix 2, which provides a clear and concise introduction to the Project and overview of the key results and lessons learned.

VI. The Consultant should **revise and finalize the Evaluation Report and the Project Fact Sheet** taking into consideration the Secretariat's comments and suggestions (several rounds of comments can be expected) until these are acceptable to the Secretariat.

Annexe II – liste des documents reçus et détails de ces rapports et documents reçus par le Secrétariat STDF

1. Listes des documents
 - a) Projet d'Application soumis en 2011
 - b) Rapport Inception daté du 9/10/2012
 - c) Synthèse de la réunion de lancement ("kick off") à Yaoundé en Octobre 2012
 - d) 1er Rapport couvrant la période de Janvier 2013 à Juin 2013
 - e) 2ème Rapport couvrant la période de Juillet 2013 à Décembre 2013
 - f) 3ème Rapport couvrant la période de Janvier 2014 à Juin 2014
 - g) Rapport d'activité couvrant 2 périodes: a) du 1/01/2013 au 30/03/2013; b) du 1/04/2013 au 30/06/2013
 - h) Rapport relatif aux Workshops sur la formation sur l'épidémiologie surveillance à Garoua (Dec.2012); Bafoussam et Yaoundé (Janvier 2013)
 - i) Rapport relatif aux Workshops sur la formation des éleveurs et leurs associations à Garoua /Ngaoundéré/Bamenda/Douala/Yaoundé (Avril 2013)
 - j) Rapport relatif au Workshop sur les normes internationales à Yaoundé les 22-24 Octobre 2013
 - k) Rapport relatif au Workshop sur le système d'information géographique (SIG) à Kribi les 12-15 Aout 2013
 - l) Rapport relative à l'atelier final à Yaoundé le 12 Février 2015
 - m) Rapport final
 - n) Rapport synthétique relative à un atelier de sensibilisation des éleveurs
 - o) Requête d'une extension de budget at accord
2. Plans et manuels développés
 - p) Plan Stratégiques des 4 maladies : FMD / Newcastle/ PPR/PPA
 - q) Manuel produits de Volailles
 - r) Manuel produits de la Pêche
 - s) Manuel Œufs.

Information détaillée relatives aux rapports/manuels reçus par le Secrétariat STDF

Type de documents	Titre	Date	Location	Résultats	Nombre de ppx/noms/fonctions email adresses des ppx
Application	Demande du projet appui à l'amélioration du contrôle des MTF du bétail	2011		Projet sur 24 mois	
Rapports					Equipe de mise en œuvre : National coordinateur : Dr Nchare Amadou amadouchare@gmail.com Coordinateur technique : Dr Tanya Vincent: vtanya@yahoo.com NC Fièvre Aphteuse : Dr Chepnda Vitalis: drchepnda@yahoo.co.uk NC Newcastle disease : Dr Ngatchou Alexandre: ngatchou_alex@yahoo.fr NC Peste des petits ruminants : Dr Severin Loul : severinloul@yahoo.fr NC Peste porcine africaine : Dr Ndongo Casimir: exaglip_agexpa@yahoo.fr IC Epidémiologiste: Dr Akakpo Ayayi Justin: email: ajakakpo@refer.sn
	Rapport initial/Inception rapport	9/10/2012			
	Compte rendu de l'atelier de lancement du projet STDF	9/10/2012	Hôtel DJEUGA à Yaoundé.	Tous les acteurs du sous-secteur sont informés du projet	Consultant international : Prof. A. ETTRIQUI (45 participants).
	Atelier de formation sur les normes internationales du des animaux et produits.	22-24/10/2013	Yaoundé		Annexe III listant les participants à la formation SIG (27 participants).
	Atelier de formation sur les systèmes d'information géographiques (SIG)	12 au 15 Août 2013	Kribi		Consultant Production et Santé Animale de la FAO : Dr. B. Molina Flores Sujet de la ppt : La voie à suivre: stratégie de développement durable et d'autres besoins (ppt reçue)
	Atelier de clôture	12/02/2015	Yaoundé		
					Période d'activités visée par ce rapport : du 1 ^{er} /01/2013 au 30/06/2013 - Atelier de lancement du projet organisé en octobre 2012. Rédacteur : Dr N. Amadou Les rapports de formation du personnel de surveillance et des leaders de groupements d'éleveurs et personnel d'encadrement ne sont pas fournis. Le Rapport mentionne qu'un atelier de formation des éleveurs leaders des associations de producteurs a été organisé du 9 au 19 avril 2013 mais ce rapport de formation n'a pas été fourni.
	Rapport sur état d'avancement du projet MTF/CMR/034/STF	1 ^{er} semestre 31/10/2013		1. ormination du personnel technique du réseau d'épidémiologie surveillance. 2. ormination des éleveurs leaders prévu par le projet a eu lieu du 9 au 19 avril 2013	Période d'activités couverte : 1/01/2013 au 30/03/2013 Rédacteurs : Dr A. NCHARE, Coordonnateur National du Projet Dr V.N. TANYA, Coordonnateur Technique du Projet Dr C. NDONGO, Consultant National, Peste Porcine Africaine Dr V. CHEPNDA, Consultant National, Fièvre Aphteuse Dr S. LOUL, Consultant National, Peste des Petits Ruminants Dr A. NGATCHOU, Consultant National, Maladie de Newcastle Pas de noms fournis dans ce rapport
	Rapport d'activités MTF/CMR/034/STF	Avril 2013			Période d'activités couverte : 1/04/2013 au 30/06/2013 Rédacteur : Dr TANYA, Coordonnateur Technique 100 personnes ont participé au cours de ces 5 ateliers. Pas de noms fournis dans ce rapport

	Rapport d'activités MTF/CMR/034/STF	Avril 2013		Ateliers réalisés à : • Garoua le 09/04/2013 • Ngaoundéré le 11/04/2013 • Bamenda le 15/04/2013 • Douala le 17/04/2013 • Yaoundé le 19/04/2013.	Rédacteurs Dr A. NCHARE et Dr V.N. TANYA. Voir Annexe IV liste des participants aux différents ateliers mais pas d'adresses email.
	Comptes rendus des ateliers de recyclage du personnel du réseau d'épidémiologie-surveillance	Mai 2013	Garoua (Dec.2012) Bafoussam (Janvier 2013) Yaoundé (Janvier 2013)	• Garoua pour les participants du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua, • Bafoussam pour les participants de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Littoral, • Yaoundé pour les participants de l'Est, du Centre et du Sud.	Rédacteurs Dr A. NCHARE et Dr V.N. TANYA.
	Comptes rendus des ateliers de formation des leaders de groupements d'éleveurs et du personnel d'encadrement des éleveurs	Mai 2013		Ateliers réalisés à : • Garoua le 09/04/2013 • Ngaoundéré le 11/04/2013 • Bamenda le 15/04/2013 • Douala le 17/04/2013 • Yaoundé le 19/04/2013.	
					Période d'activités visée par ce rapport : 1/07/2013 au 30/12/2013 Rédacteur : Dr N. Amadou Pas de noms de participants fournis car il s'agit d'un rapport
	Rapport sur état d'avancement du projet MTF/CMR/034/STF	2ème semestre 17/03/2014		3. Tous les ateliers programmés pour le troisième semestre 2013 exécutés. 4. Ce rapport mentionne qu'un atelier de formation a été organisé du 12 au 15 Août 2013 à Kribi sur les systèmes d'information géographiques (SIG).	Période d'activités visée par ce rapport : 1/01/2014 au 30/06/2014 Rédacteur : Dr N. Amadou 18 personnes au total ont été formées à l'utilisation de TAD info. Pas de noms de participants fournis car il s'agit d'un rapport.
	Rapport sur état d'avancement du projet MTF/CMR/034/STF	3ème semestre 10/10/2014		Presque totalité des prélèvements analysée et les résultats aux consultants nationaux. Finalisation analyse et l'interprétation	Amadou Nchare/Baldomero Molina-Flores/Youssouf Kabore/Vincent N. Tanya Alexandre/ F. Ngatchou Séverin Loul/Vitalis Chepnda Kounou/ Marcel C. Ndongo/ Justin Ayayi Akakpo Telmo Nunes/Abdelfettah Ettriqui

				des données collectées lors des enquêtes portant sur les 4 maladies ciblées. Les drafts des plans stratégiques installation du logiciel TAD info	
	Rapport terminal M TF/CM R/034/STF			plans stratégiques/manuels de procédures/guide de GBP/guide inspecteur	Personnes désignées comme superviseurs : 1. Bobbo Bakari pour les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord ; 2. Mbouti Rita Claude pour les régions du Centre, du Sud et de l'Est ; 3. Dr Mimbang Guy pour les régions du Littoral et du Sud-Ouest ; 4. Dr Andu Walters Ndi pour les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest. 100 personnes ont participé à ces ateliers mais de listes de participants fournis.
	Rapport synthétique : ateliers de sensibilisation des associations d'éleveurs				
Manuels	Plan stratégique de prévention et de lutte contre la maladie de Newcastle (secteur avicole)	Février 2015			
	Plan stratégique de lutte de contrôle contre la peste des PR	Février 2015			
	Plan stratégique de lutte et de contrôle contre la fièvre aphteuse chez les bovins	Février 2015			
	Plan stratégique de lutte et de contrôle contre la peste porcine africaine chez le porc	Février 2015			
	Manuel de procédures d'inspection des produits de la pêche/viandes d'animaux de boucherie/de volailles/œufs de consommation	Février 2015			
	Guide de BPH d'hygiène pour les produits de la pêche				
	Guide de l'inspecteur vétérinaire pour les viandes d'animaux de boucherie/Volailles				

Annexe III : Agenda de la visite sur place

jour	28 Janvier	Lundi 29 Janvier	Mardi 30 Janvier	Mercredi 31 Janvier	Jeudi 1er Février	Vendredi 2 Février	Samedi 3 Février
Matin	Arrivée à Yaoundé	<u>Réunions</u> a) Rencontre avec Mme Atanga FAO b) avec le Consultant impliqué dans la lutte contre la PPR: Dr Loul Séverin.	<u>Réunions :</u> Rencontre avec Dr Nchare coordonnateur national du projet	<u>Réunions :</u> a) Président de l'Ordre National des Vétérinaires Dr Tchoubia b) Directeur Général du Lanavet Dr A.Souley c) Dr Ngatchou Alexandre Consultant de la Maladie de Newcastle.	<u>Réunions:</u> d) Rencontre avec Dr Nchare coordonnateur national du projet	<u>Réunions:</u> a) Dr Paul Kwenkam : vétérinaire retraité consultant b) Dr Ichiakou : Association des vétérinaires privés c) Mr Ndongo : Président marchés porcs d) Mr Nga Lucas : Secrétaire permanent de l'IPAVIC	Arrivée Bruxelles
Après midi	Rencontre avec le Ministre de l'Elevage: Dr TAIGA.	<u>Réunions :</u> a) Rencontre avec Mr Olougou Division des Etudes et Planification b) avec les responsables du projet Prodel : Dr Abouame Sale coordonnateur national et Dr Boudanne expert Santé animale. c) Avec le Dr MVeng Sanding Georges Délégué régional du Centre.	<u>Réunions :</u> a) Dr Kazi: Chef de Service épidémiologie Annexe Lanavet et tous ses collaborateurs et visite du labo de Yaoundé. b) Mr Yiwe Roger Ingénieur à la Division des Etudes, Planification.	<u>Réunions :</u> e) Dr Nathalie Tinak Chef de Service Contrôle Qualité et Certification f) Dr Kamnga Fotso S/Dr Pharmacie et du sceteur privé vétérinaire. g) Dr Feussom S/Dr Protection sanitaire et Epidémiologie.	<u>Réunions</u> h) Rencontre avec Dr Ndongo CVO et consultant PPA i) Débriefing avec Mme Atanga FAO de la semaine de rencontres. j) Départ aéroport		

Annexe IV – Résumé des entretiens réalisés sur place

Réunion avec un représentant de la Division Etudes et Planification

Principaux éléments de la discussion :

1. Projet financé par la BAD= banque africaine de développement relatif à la Chaîne de valeurs élevage et pisciculteurs par la construction de 4 abattoirs. Ensuite il faut former le personnel d'abattoir responsable de l'Inspection Vétérinaire, en y incluant les éleveurs, bouchers, les transporteurs de la viande. Des études d'impact sont en cours économique et social. Une fois le projet validé il durera 5 ans.
2. Projet financé par la BID= banque islamique de développement appelé PDCVEP ou projet de développement de commercialisation du bétail et des infrastructures. Ce projet vise la construction de 16 complexes = marchés à bestiaux (Contrôle des animaux sur pied), des ouvrages hydrauliques pastoraux et des champs semenciers.

Conclusion : Ces 2 projets sont une résultante du projet STDF.

Réunion avec les représentants du projet Prodel

Principaux éléments de la discussion :

1. Le projet Prodel va courir pendant 6 ans avec un budget de 134 millions US \$ dont 100 fournis par la Banque Mondiale, et devrait couvrir les 4 MTF visées par le projet et en particulier la PPR qui doit être éradiquée et aussi le péripneumonie Bv et la grippe aviaire.
2. Le Projet devrait mettre en musique les plans stratégiques de lutte définis dans le projet 336 afin de les rendre opérationnels
3. De plus une composante de ce projet vise à diffuser les manuels et guides développés mais qu'en est-il de leur validation officielle ? Le personnel des Services déconcentrés va être réuni afin de les informer de la diffusion de ces guides.
4. Dans le Projet PRODEL la PPR devient la maladie à éradiquer car c'est un bien mondial et la vaccination devient obligatoire : 8000 Doses sont prévues en 2018 et 2019 et 5000 en 2020. Mais qu'en est-il des consommables (seringues ?) qui va les prendre en charge ?
5. Le Prodel est un projet ambitieux mais qui va assurer la vaccination ? Il devrait faire intervenir des vetos privés.

Conclusion : La communication a été très limitée au cours du projet 336 et a été la chaise gardée des SV. Il aurait fallu intéresser beaucoup plus d'éleveurs et des personnes cibles. D'après les personnes rencontrées il n'y a pas eu de suivi.

Réunion avec un vétérinaire retraité

Principaux éléments de la discussion :

1. Le plan stratégique et opérationnel pour lutter contre la MNC devait s'adresser aux villageois (70% du cheptel avicole) afin qu'ils prennent la situation en main au sein de comités villageois. Mais il n'y a eu aucune évaluation en termes d'enquête épidémiologique avant et après, mais la MNC n'est pas une priorité pour le gouvernement
2. Cela n'a pas marché car il n'y avait pas de volonté politique
3. La DSV devait rédiger des textes réglementaires pour rendre les manuels officiels comme désigner les SV comme AC mais cela n'a pas été fait.

Conclusion : Inadéquation entre l'aide apportée et son exploitation, par ex. la FAO fournit le matériel grippe aviaire aux délégations régionales mais il n'est pas prévu de financement pour les acheminer vers les délégations locales. La FAO a fait du bon travail en matière de formation. Il faut que l'Etat valorise correctement les prestations vaccinales demandées au secteur privé.

Réunion avec des représentants du LANAVET

Principaux éléments de la discussion :

1. Le LANAVET est intervenu à 3 niveaux dans ce projet : formation, fourniture du transport viral et consommables, et analyse de tous les prélèvements reçus.

2. Ce projet a été un déclencheur pour le pays et tous mes P ont été analysés payes ou pas ; Ce projet a permis à l'Etat de se rendre compte des limites du labo en termes d'analyse mais surtout en termes de diagnostic et d'enquêtes épidémiologiques.
3. Le Prodel va s'attaquer à la PPR et a signé une convention avec le Lanavet.
4. Après la PB c'est la FA qui inquiète les éleveurs de bovins. Mais ils trouvent le vaccin contre la FA trop cher même subventionné par l'Etat, comme la vaccination n'est pas obligatoire les éleveurs rechignent à vacciner alors le gouvernement a décidé de vacciner les stations d'état ce qui peut être un élément de sensibilisation pour les éleveurs pour leur démontrer que seule la vaccination marche. Et parfois es éleveurs sont aidés par des politiques qui discréditent la vaccination !!!!Il faut trouver des financements pour que les paysans voient que la vaccination marche bien et ce pendant qqes années. Par contre ils achètent parfois des antibiotiques tres cher qui ne marchent pas.
5. Si on rend la vaccination obligatoire elle doit être gratuite. Mais il n'y a pas de législation obligatoire sur ce sujet ;
6. Le problème de l'installation des vetos privés est réel. Cela remonte aux années 1999 date de la fin d'éradication de la peste bovine, et comme le Président de l'Ordre de l'époque méconnaissait le terrain, il a demandé des prestations vaccinales trop élevées et le secteur public s'y est engouffré. Et il a gagné beaucoup d'argent !!Les vetos privés n'ont pas le même contact avec les éleveurs, les vetos publics sont plus formels et ils ont une palette de sanctions que craignent les éleveurs.
7. Selon eux le principal point positif de ce projet est d'avoir donné une idée de la prévalence des 4 MTF qui était assez élevée pour les 4 MALADIES de l'ordre de 36/37 % voire 53% pour la FA.
8. La réticence de certains éleveurs à ne pas vouloir vacciner tient au fait que soit les agents de l'Etat ne changent pas de seringues d'un cheptel à un autre même si l'éleveur le paie (revente ensuite) (donc l'éleveur ne souhaite pas que tout son cheptel soit contaminé) soit des revendeurs tres présents dans les campagnes vendent des vaccins de 100 cc (qui doit être dilué avant utilisation et doit être utilisé dans les 50mn) or eux les font dans l'heure alors efficacité du vaccin est vraiment limitée.
9. Les Peul ne comptent pas leurs animaux de leur cheptel pour ne pas exposer leurs richesses d'où difficiles à les tracer, le but est de les identifier au moins à l'arrivée à l'abattoir
10. Dans le Projet PRODEL la PPR devient la maladie à éradiquer car c'est un bien mondial et la vaccination devient obligatoire : 8000 Doses sont prévues en 2018 et 2019 et 5000 en 2020. Mais qu'en est-il des consommables (seringues ?) qui va les prendre en charge ?
11. Dommage que le logiciel TAD qui a permis de faire des cartographies a été présenté lors d'un atelier mais ce logiciel FAO n'a jamais été installé par la suite donc une seule cartographie a été faite.
12. En 2014, le Ministre avait décidé de vacciner certaines régions les plus stratégiques par ¾ Vétérinaires privés recrutés par le gouvernement mais cette opération a échoué car le sérotype SAT 2 n'était pas inclus dans le vaccin utilisé à 3 Valences (A /O/SAT1), faute d'avoir fait une séro surveillance avant pour connaitre la souche circulante.
13. Il y a un véritable conflit entre les vetos privés et publics, l'Ordre des SV ne fait pas avancer le dossier car souvent le Président vient du secteur public alors mal placé pour défendre le secteur privé, et une des composantes du Prodel est d'équiper les locaux de l'ONSV.

Conclusion : Il y a un besoin urgent de libéraliser le mandat sanitaire cad le donner plus facilement aux vetos, afin d'obtenir un plus grand maillage de la campagne de vaccination car chaque veto connaît bien ses élevages. La FA est un fléau, le Ministre en est convaincu mais les éleveurs sont toujours réticents. Il y a un réel besoin de vacciner contre la FA pendant ¾ ans dans les zones géographiques stratégiques.

Réunion avec un représentant d'une délégation Régionale

Principaux éléments de la discussion :

1. Projet est un point nommé pour le contrôle des MTF
2. Les ateliers ont été l'occasion de re sensibiliser les AC et aussi mieux interagir avec les éleveurs
3. Pour les éleveurs de porcs amélioration de la déclaration des cas de PPA et aussi meilleure sensibilisation à la vaccination contre MNC

Conclusion : La FA est un fléau, le Ministre en est convaincu mais les éleveurs sont toujours réticents. Il y a un réel besoin de vacciner contre la FA pendant ¾ ans dans les zones géographiques stratégiques.

Réunion avec un représentant de l'ONV.

Principaux éléments de la discussion :

4. En 2015 1ere mise en œuvre du mandat sanitaire, il y a une bonne législation vétérinaire mais sa mise en œuvre pose problème
5. Les vetos publics ont vraiment du mal à lâcher du lest et veulent garder leurs prérogatives. En raison du nombre important de vetos qui sont diplômés chaque année au regard de la population du pays, auquel s'ajoute les vetos des pays voisins, ils s'engagent pour une très grande partie dans la fonction publique (retraite à 55 ans), et freinent des 4 fers pour donner le mandat sanitaire. Par ex le projet Prodel va embaucher 100 Vetos sanitaires privés dont 35 en 2018 et on leur fournira de quoi travailler (comme mobylettes, matériel de froid, médicaments...), qui vont remplacer les vetos publics
6. Au Cameroun, il n'est pas obligatoire pour un éleveur d'avoir un veto conseil, et le gouvernement devrait prendre une règle qui exige que les grands élevages devraient être dotés d'un veto Conseil
7. Mais que faire avec tous ces vetos qui sortent tous les ans ? (100 en moyenne).

Conclusion : En dehors du projet Prodel, le gouvernement devrait impliquer plus de vetos privés de manière plus officielle.

Réunion avec un représentant de la division des Etudes et de la planification au sein du Minepia

Principaux éléments de la discussion :

1. Gouvernement a lancé un plan d'urgence tri annuel (PLANUT) financé à 15% par l'Etat et 85% par la Deutsch Bank espagnole- montant de l'opération : 10,9 Millions de CFA. Ce plan a été décidé en 2013 et les travaux se sont déroulés en 2015/2016, ils vont ouvrir en 2018
2. 4 Abattoirs et des entrepôts frigorifiques ont été construits à Gandéré, à Yaoundé, à Kribi et à la frontière Ebolawa, et des camions frigorifiques et des camionnettes ont été achetées pour transporter la viande afin de réduire au max la diffusion des maladies animales.
3. A cet effet 12 cadres seront formés en Espagne ainsi qu'un transfert de technologies.

Conclusion : ce projet Planut est concomitant du projet STDF 336 mais il répond en partie aux recommandations de la FAO sur le projet 336 sur la limitation des transports d'animaux. Les manuels vont pouvoir être utilisés car jusqu'alors pas utilisés.

Réunion avec un représentant de la DSV

Principaux éléments de la discussion :

1. Projet très salubre pour les SV, de part une meilleure connaissance des normes SPS ainsi que la rédaction des guides et manuels, même s'ils n'ont pas été largement diffusés ils sont adressés par email lors de demande des Services régionaux. Les manuels ont servi de plaidoyer pour la construction de nouveaux abattoirs et entrepôts frigorifiques.
2. Maintenant démarche plus harmonisée des actions des SV centraux et renforcement des capacités des SV régionaux. Et ils deviennent plus réactifs/proactifs en cas de foyer épidémique.
3. Ce projet a donné de très bonnes bases en définissant les plans stratégiques de lutte pour d'autres financements car ils viennent en appui, ces plans de lutte ont été traduits en plans opérationnels en groupes de travail et qui ont été discutés avec les délégués régionaux et autres partenaires comme le Prodel par ex. En effet pour la PPR, le Prodel va fournir des équipements pour mettre en pratique ce plan opérationnel
4. De même, en ce qui concerne la PPA, le plan opérationnel a été préparé et est en attente d'un financement de mise en application. Celui sur la FA est en cours par contre celui sur MNC pas encore réalisé et devrait être préparé par le Prodel.
5. Renforcement du réseau épidémiologique RESCAM en 2014
6. En termes de faiblesses, il est à déplorer que ces Manuels ont été insuffisamment vulgarisés et le devraient l'être par le programme Prodel en l'état. De même, la législation vétérinaire devrait être révisée, au niveau de l'inspection vétérinaire, la protection sanitaire du cheptel, et le médicament vétérinaire.

7. La formation SIG par Mr Telmo de 2 semaines a été bien trop courte car sans absence de connaissance de base difficile de la mettre en pratique. Cela a été plus bénéfique pour les SV Centraux par rapport aux SV régionaux.

Conclusion : ce projet STDF a renforcé l'appui des SV surtout centraux

Réunion avec un représentant de la DSV

Principaux éléments de la discussion :

1. On ne parle pas de Pharmacie veto dans les guides et manuels,
2. Dans le cadre du programme Vet Gov géré par AU/IBAR OIE a été appelée pour appuyer le pays pour réviser tous les textes législatifs vétérinaires et aussi prévoir des décrets et arrêtés car bcp n'existent pas comme celui relatif aux maladies à déclaration obligatoire

Conclusion : Pas de respect du délai d'attente des MV, pas de plan de contrôle des résidus de MV dans les denrées animales.

Réunion avec un représentant de la DSV

Principaux éléments de la discussion :

Les MA sont une contrainte à la production et il faut donc s'y attaquer.

1) Points forts du projet :

1. Recrutement de consultants fonctionnaires locaux (doublés par un collègue pour chaque consultant qui a beaucoup appris) ayant des expériences avérées,
2. Réalisation de prélèvements de qualité en y incluant les agents de terrain pour qu'ils deviennent plus opérationnels, la situation épidémiologique s'est améliorée car le reportage s'est amélioré,
3. Plusieurs collègues ont été formés au logiciel libre SIG grâce à ce projet qui a permis de former des formateurs,
4. Plans stratégiques de lutte ont donné des informations chiffrées ce qui a permis de régionaliser les stratégies de surveillance par la construction d'abattoirs afin de réduire le risque de propagation des MA en abattant les animaux dans différents endroits et limiter les déplacements.
5. Le projet Prodel va renforcer les SV dans les tâches quotidiennes en commençant par la PPR qui va servir de modèle pour les autres MA.
6. Le pays a beaucoup évolué depuis la réalisation de ce projet et en particulier pour mes 4 MA

6.1. PPR

Le pays avait déjà travaillé sur cette MA sur un plan stratégique qui a connu une accélération avec l'OIE.

6.2. FA

Pour cette maladie en dépit de séances de vaccination non concluantes car le sérotype n'était pas le bon, la priorité a été donnée aux élevages laitiers publics et privés à fort potentiel génétique et les ranchs d'état.

6.3. MNC

Le projet s'est attaqué aux volailles villageoises et non industriels et une vaccination a été lancée grâce à un programme financé par GIZ

6.4. PPA

Le plan stratégique prévoit le contrôle des mouvements des animaux et ensuite l'éradication

2) Points faibles du projet :

7. La FAO éprouve toujours des difficultés à comprendre le besoin de prévoir des déplacements pour les SV et les financer, comme acheter un véhicule
8. Il faut donner plus de crédibilité aux acteurs locaux, leur faire davantage confiance dans la réalisation des activités,
9. Au-delà des plans stratégiques et des manuels il faut les diffuser largement et aller plus loin, et aussi assurer la formation lors de la vulgarisation de ces manuels.

Réunion avec un représentant de la DSV

Principaux éléments de la discussion :

3) Points forts du projet

- a) Le Plan opérationnel contre la PPR a été développé par le projet PRODEL qui a commencé ses activités en Juin 2017.
- 4) Points faibles du projet
- b) La diffusion de tous les manuels était prématurée car faisait référence à des textes ou des références ou exigences non encore définies à l'échelon réglementaire. Les décrets et arrêtés d'application sont en cours et pour cela les SV vont recevoir l'aide de l'expert OIE M.Petitclerc. Malheureusement ces guides anticipaient la révision des textes vétérinaires d'inspection bien trop vieux.
 - c) Au cours de ce projet Prodel il est prévu la diffusion de tous ces manuels assortis de formation et de sensibilisation aux personnes qui vont pouvoir les utiliser. Il est de même prévu le développement d'autres guides comme celui sur le miel, lait, guide pharmacovigilance et bonnes pratiques d'élevage de l'utilisation des MV.
 - d) Le laboratoire « Food Testing » à Douala a été construit de 2002 à 2010. Il a été équipé par l'UE en 2011/2012. Mais il ne fonctionne toujours pas car il fait face à des difficultés institutionnelles qui retardent la signature du décret opérationnel de mise en activité. En effet les denrées animales et d'origine animale sont de la responsabilité de 2 ministères Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (labo en cotutelle) et à ce jour la question n'est toujours pas tranchée. Le Ministre de l'Elevage a écrit au Président de la République pour que ce labo dépende de l'agence Lanavet mais à ce jour aucune décision n'a été prise.
 - e) Ce projet s'est adressé aux services publics et il a permis d'enclencher ou de rebondir sur des autres projets comme : les abattoirs et entrepôts frigorifiques, les marchés d'animaux, la chaîne de valeur..., améliorer la surveillance, et le RESCAM pourquoi pas par une meilleure traçabilité et base de données pour suivre tous les besoins en matériel par région et département, pour éviter les dérapages ou déviations.

Conclusion : Force de ce projet a été de recruter des consultants nationaux locaux et d'éviter de recruter des consultants internationaux étrangers déconnectés de la réalité locale, mais il faut aussi rester prudent car les consultants locaux font partie d'un réseau ou de copinage qui oublie souvent de défendre les intérêts généraux de leur pays avant les leurs, car ils privilégient de loin les leurs

Réunion avec un représentant de l'ONSV.

Principaux éléments de la discussion :

5) Points forts du projet

A été invité à participer aux ateliers de restitution des plans de lutte contre la MNC et PPA. A cette occasion de nombreux critiques ont été formulées, mais ne sait pas si ces dernières ont été prises en compte ou pas. Beaucoup d'erreurs d'appréciation relatives à la méconnaissance du terrain ont été notées (inadéquation des saisons/absence de connaissance de la localisation des couvoirs...).

6) Points faibles du projet

- Après la crise de la GA les éleveurs voulaient un plan de relance de la filière (comme désinfection/IA/Nutrition...) et pas d'indemnisation car en fait l'argent initialement prévu par les éleveurs est détourné par les fonctionnaires et c'est la réalité du Cameroun.
- Il est difficile de se fier aux statistiques du Minepia car toujours sous estimées. Le Rescam est une vraie caisse noire !!!
- Il y a un vrai malaise de la FAO qui travaille en circuit fermé avec des experts locaux et consultants qui se connaissent tous un peu le copinage. En effet ces consultants du Minepia sont informés des appels d'offres bien avant les autres et ils sont donc aidés. La FAO fait de la politique, en émettant de grandes recommandations sans les mettre en musique.
- Pourquoi d'autres pays africains comme le Burkina Faso, la CI vaccine toutes les volailles contre la MNC avec un vaccin pas cher fabriqué par et au Cameroun
- Le mandat sanitaire qui sera travaillé dans le cadre du Prodel sera vidé de son contenu par les détracteurs du Minepia partie intégrante dans la réalisation du projet et qui donne son avis sur les consultants retenus.

Réunion avec un représentant d'une association de volailles : ferme/abattoirs/transformateurs/distributeurs.

Principaux éléments de la discussion :

La MNC sévit dans le grand Nord.

7) Points forts du projet :

Impliqué indirectement dans le projet par la participation à un atelier MNC qui servait à recueillir l'avis des professionnels. Selon lui cet atelier a eu une visée de sensibilisation, de formation et de recueil des producteurs.

8) Points faibles du projet :

- L'Etat n'a pas de politique d'indemnisation des éleveurs et lors de la dernière épidémie de grippe aviaire, la filière avicole qui représente 1.5 PIB national a subi des pertes de 26 milliards de CFA en 2016. De 360.000 emplois avant la grippe aviaire, plus de la moitié ont été perdus et à ce jour moins de 150.000 emplois sont conservés. Ce n'est pas le Minepia qui traite des dossiers d'indemnisation mais le Minat (Sécurité civile). De 22 marchés de volailles avant la GA il en reste ce jour 9. Suite à l'épidémie de GA beaucoup ont abandonné la filière, car tous les mouvements animaux ont été interdits et impossibilité de stocker des carcasses car pas de structure de stockage. Il y a eu des grands problèmes de communication pendant la crise GA (une véritable anarchie). A ce jour les textes sur l'indemnisation ne sont toujours pas sortis.
 - Les manuels n'ont pas été diffusés. Les documents exposés au cours des ateliers devaient être envoyés par la suite aux participants après une validation par la Minepia mais cela n'a jamais été fait.
-